

ASS/GF/II/MG



2025-12

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 20 MARS 2025**

**OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024**

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 26	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 14 mars 2025
--	-------------------------------------	------------------------	---------------------------------------

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt mars à 18 heures et 30 minutes, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO

Étaient absents :

Mme Bérengère LÉCÉA, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Sabrina FITO, M. Thierry CAUMEIL à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : William COMBES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 19 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Michel MASUYER à M. William COMBES, M. Alain-Marc GARCIA à Mme Christine BÉNET, M. Thierry CAUMEIL à Mme Sylvie DANRÉ, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Valérie FERRET à M. Jean-Paul PUJOL, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sabrina FITO

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

## **PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 2024**

### **Ordre du jour**

#### **Fonctionnement des institutions communales**

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 novembre 2024
2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal
3. Création d'une Commission communale pour l'accessibilité
4. Désignation des délégués de la commune auprès du Syndicat mixte Réseau solidarité 11
5. Transfert de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR EPTB

#### **Prévention et sécurité publique**

6. Convention de mise à disposition des agents de la police municipale au bénéfice des communes de Ferrals-les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Luc-sur-Orbieu et Boutenac – Annexe
7. Avenant à la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État – Annexe

#### **Économie et commerces de proximité**

8. Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville
9. Dates d'ouverture dominicale des commerces locaux pour l'année 2025

#### **Ressources humaines**

10. Créations d'emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire et à un accroissement saisonnier d'activité – Exercice 2025
11. Institution de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement pour la filière police municipale
12. Recrutement des agents recenseurs 2025 – Modification
13. Création d'un poste permanent de gestionnaire des ressources humaines

#### **Gestion du domaine foncier communal**

14. Intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « Le Clos de Bacchus 3 » – Modification
15. Convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS – Parcelle AL 0446 – Annexe
16. Convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS – Parcelles E 1864 et E 2055 – Annexe
17. Convention de servitude de passage – Parcelle BD 44 – Annexe
18. Convention avec l'A.M.I. et l'O.N.F. relative à l'entretien du pare-feu périmétral au nord de la forêt communale – Annexe
19. Cession de la parcelle WE 52 – Modification – Annexe

**Habitat et politique de la ville**

20. Avis de la commune relatif à la mise en vente de logements sociaux par la société HABITAT AUDIOIS

**Gestion des services publics**

21. Calcul des redevances Consommation d'eau potable et Performance des réseaux d'eau potable pour l'année 2025
22. Calcul de la redevance Performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025

**Finances**

23. Admission de créances éteintes – Annexe
24. Subventions annuelles aux associations
25. Subventions exceptionnelles aux associations
26. Remboursement des frais de personnel
27. Approbation du rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées de la CLECT 2024 – Annexe
28. Fixation libre de l'attribution de compensation 2024 – Annexes

**Questions diverses**

**NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE**

**DOSSIER N° 1**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 22 OCTOBRE 2024

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Voir le dossier envoyé

**DOSSIER N°2**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2024-81	4/11/2024	Renouvellement de l'adhésion à l'ADULLACT du 01/12/2024 au 30/11/2025 pour un montant de 1 500,00 euros - L'ADDULACT est l'Association des Développeurs et Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales qui met à disposition des collectivités locales le logiciel « Idelibre » utilisé pour envoyer la convocation des élus aux séances du Conseil municipal.
2024-82	28/11/2024	Convention d'honoraires avec la société d'avocats Goutal, Alibert et Associés, sise 90 avenue Ledru-Rollin à Paris. Prestations relatives à des recherches et des conseils de nature juridique dans le cadre d'une procédure de référé expulsion pour occupation illégale d'un terrain communal. Cette convention représente d'une part 22 heures de travail à un taux horaire de 150 euros HT pour un montant facturé de 3 300 euros HT (3 960 euros TTC), et d'autre part des formalités de procédure représentant 5 heures au même taux horaire soit 750 euros HT (900 euros TTC).
2024-83	29/11/2024	Convention de mise à disposition d'un bien communal privé au bénéfice de Mr NS : logement meublé situé 6 rue du château. Cette mise à disposition débute le 1er décembre 2024, pour une durée de trois mois contre un loyer mensuel de 50 euros.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

**DOSSIER N°3**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CRÉATION D'UNE COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'article L. 2143-3 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la circulaire interministérielle du 14 décembre 2007 relative au plan d'action en faveur de l'accessibilité ;

Depuis le début des années 2000, une réflexion a été menée au niveau gouvernemental afin d'instaurer des pratiques visant à faire de la place dans la société aux personnes handicapées. Cette volonté exprime le souci de respecter les principes généraux de non-discrimination, d'égalité des droits et des chances pour les personnes se trouvant en situation de handicap.

Les commissions communales et intercommunales pour l'accessibilité ont été instaurées par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Cette loi impose aux communes et intercommunalités de 5000 habitants et plus d'établir un constat de l'état d'accessibilité de leur territoire et d'engager une réflexion pour améliorer la chaîne de déplacement dans son intégralité. En effet dans toutes les communes de plus de 5000 habitants, une commission communale pour l'accessibilité doit être créée.

Présidée par le Maire, cette commission est composée des représentants de la commune, de représentants d'associations représentant les personnes handicapées, de représentants d'acteurs économiques locaux et d'usagers. Il revient au Maire d'en arrêter la liste des membres.

Cette commission a plusieurs missions :

- Dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant de la voirie des espaces publics et des transports

- Établir un rapport annuel présenté au Conseil municipal

- Faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant

- Organiser un système de recensement de l'offre de logement accessible aux personnes handicapées

- Tenir à jour par voie informatique la liste des établissements recevant du public situé sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées.

La commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant de la voirie des espaces publics et des transports. À la suite de quoi, elle établit un rapport annuel présenté en Conseil municipal et fait toute proposition utile de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Ce rapport doit être transmis au préfet de département au président du Conseil départemental au Conseil départemental consultatif des personnes handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments installation et lieu de travail concernés par le rapport.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ De créer** la Commission d'accessibilité de la commune de Lézignan-Corbières

**2/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N°4**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU SYNDICAT MIXTE RESEAU SOLIDARITÉ 11

Vu l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L. 5721-1 et suivants relatifs aux syndicats mixtes ouverts du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte ouvert Réseau Solidarité Eau 11 « RéSeau11 » adoptés le 21 décembre 2023 et notamment l'article 13 relatif à la composition du collège des communes ;  
Vu la délibération n° 2024-103 du 10 septembre 2024 portant adhésion au Syndicat mixte ouvert Réseau Solidarité Eau 11 « Réseau11 » ;

Le Syndicat mixte ouvert Réseau 11 a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2024, et exerce des compétences, missions et services obligatoires relatifs à la protection de la ressource en eau, ainsi que des compétences, missions et services optionnels concernant la production et le transport d'eau potable.

Lors de sa séance du 10 septembre 2024, le Conseil municipal a approuvé l'adhésion de la commune au Syndicat « Réseau 11 » pour l'ensemble de ses compétences.

Pour que la commune de Lézignan-Corbières soit représentée auprès « Réseau 11 », le Conseil municipal doit procéder à la désignation de délégués, qui feront partie du collège des communes. Il est proposé au Conseil municipal :

**1/ De procéder** à la désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant pour représenter la commune auprès de « réseau 11 ».

**2/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°5**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNÉT

OBJET : TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE GEMAPI SUR LE FLEUVE AUDE AU SMMAR EPTB

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-61 ;

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L. 211-7 ;

Vu les statuts de la CCRLCM ;

Vu la délibération n° 2024-132 du Conseil communautaire en date du 25 septembre 2024 relative au transfert de compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR EPTB ;

Considérant que la compétence GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) est une compétence obligatoire, depuis le 1er janvier 2018, des Établissements Publics de Coopération Intercommunales à fiscalité propre (EPCI-FP) quelle que soit la nature juridique des cours d'eau (aussi bien les cours d'eau domaniaux que non domaniaux).

Considérant que cette compétence se décline en quatre missions inscrites à l'article L. 211-7 du code de l'environnement :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;

5° La défense contre les inondations et contre la mer ;

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

Cette compétence GEMAPI est une compétence technique pour les EPCI-FP qui recouvre deux grandes finalités : la prévention/protection contre les inondations (PI) d'une part, et la préservation des milieux aquatiques (GEMA), d'autre part. La compétence GEMAPI avec ces deux grandes finalités est associée à des obligations qui permettent de caractériser le champ d'actions et de responsabilités de la collectivité affectataire soit :

-Pour la finalité Prévention des Inondations (PI) : Le décret du 12 mai 2015 codifié aux articles R. 562-12 et suivants du code de l'environnement prescrit la définition de zones protégées par des systèmes d'endiguement, à partir d'études hydrauliques ou d'études de dangers. Une analyse coûts-bénéfices ou



multicritères permet à l'EPCI-FP ou le syndicat compétent de se déterminer sur l'opportunité de définir un système d'endiguement. De façon complémentaire la mobilisation d'aménagements hydrauliques (barrage) peut contribuer également à la lutte contre les inondations.

-Pour la finalité Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA) : Une lecture extensive, privilégiant une entrée par « missions », pourrait donner à penser que la compétence GEMAPI confère des obligations sur tous les objets hydrauliques figurant dans les rubriques, 1°, 2°, et 8°. Il n'en est rien. La compétence GEMAPI ne donne pas compétence de plein droit, et par principe, sur les cours d'eau, les plans d'eau, les zones humides, les canaux. En effet, cette compétence n'évince pas les propriétaires et les exploitants de leurs obligations légales et réglementaires et de leurs responsabilités.

La collectivité en charge de la GEMAPI doit donc déterminer le périmètre d'intervention de sa compétence en se référant aux obligations attachées à ladite compétence. En matière de Gestion des Milieux Aquatiques, les obligations mises à la charge des EPCI- FP ou des syndicats compétents sont en rapport avec le bon état hydromorphologique des masses d'eau. Cette lecture par obligation résulte de la note du 7 novembre 2016 relative à la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE). Ce champ d'intervention déterminé par les obligations permet de déterminer le périmètre de la portée de cette nouvelle compétence.

Pour rappel, la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois est membre de 4 syndicats de rivières : syndicat ORBIEU-JOURRES, syndicat AUDE CENTRE, syndicat BERRE RIEU, syndicat de la HAUTE VALLEE de l'AUDE adhérents au SMMAR EPTB AUDE. Ces quatre syndicats exercent la compétence GEMAPI pour le compte de la Communauté de Communes depuis 2018 sur les cours d'eau non domaniaux.

Considérant que ce transfert intégral de la compétence GEMAPI s'applique aux affluents du fleuve Aude soit :

- par transfert explicite de la compétence des EPCI-FP précisé dans les statuts des syndicats mentionnant le caractère privé - non domanial- des cours d'eau sur lesquels s'applique ladite compétence transférée,
- par le mécanisme de représentation-substitution visant à substituer les EPCI-FP aux communes membres des syndicats dans l'exercice de la compétence GEMAPI et plus particulièrement les missions exercées antérieurement au transfert de ladite compétence en 2018.

Considérant que pour l'exercice sur le fleuve Aude, si l'on considère que :

- Par le transfert de la compétence GEMAPI, explicitement mentionné dans les statuts des syndicats de rivières s'applique aux seuls cours d'eau non-domaniaux, l'exercice de ladite compétence GEMAPI sur le fleuve Aude dans sa partie domaniale concernée par le périmètre communautaire de la CCRLCM, relève de la responsabilité de l'EPCI. Autrement dit, la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude, n'ayant pas été transférée aux syndicats de rivières en raison de sa domanialité publique, est réputée être détenue par la CCRLCM.

- Par le mécanisme de la représentation-substitution mentionnée dans les statuts des syndicats de rivières sur le périmètre communautaire de la CCRLCM n'a pas eu pour effet de modifier ni le champ géographique, ni l'objet de la compétence antérieurement exercée, à savoir les cours d'eau non-domaniaux, l'exercice de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude dans sa partie domaniale relève de la responsabilité de la CCRLCM.

Considérant la sécabilité de la compétence GEMAPI :

La compétence GEMAPI est en effet une compétence sécable en vertu de l'article L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, en matière de gestion de l'eau et des cours d'eau, d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, de gestion des eaux pluviales urbaines, de défense extérieure contre l'incendie, de collecte ou de traitement des déchets ménagers et assimilés, ou de distribution d'électricité ou de gaz naturel, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou un établissement public territorial peut transférer toute compétence à un syndicat de communes ou un syndicat mixte sur tout ou partie de son territoire ou à plusieurs syndicats situés chacun sur des parties distinctes de son territoire ».

« En matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou un établissement public territorial peut transférer à un syndicat de communes ou à un syndicat mixte l'ensemble des missions relevant de cette compétence, définie au I bis de l'article L. 211- 7 du code de l'environnement, ou certaines d'entre elles, en totalité ou partiellement ».

La CCRLCM dispose de différentes possibilités pour la prise en charge de cette compétence :

-La Communauté de Communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois n'ayant pas transféré la compétence sur l'axe fluvial (partie domaniale), peut décider de l'exercer directement.

Cependant, cette hypothèse est peu souhaitable en raison du risque de fragmentation des maîtrises d'ouvrage sur un seul et même cours d'eau qui irait à l'encontre d'une part de la logique de bassin versant qui est à l'œuvre sur l'Aude depuis 1999, et d'autre part, de la spécialisation des acteurs déployés sur le bassin versant de l'Aude, à savoir, les syndicats de rivières sur les affluents du fleuve AUDE et le SMMAR qui est reconnu comme l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) depuis 2006 sur l'ensemble du bassin versant de l'Aude.

-Le transfert direct de compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR EPTB Aude.

Il semble qu'il s'agisse de la solution juridique la plus robuste et cohérente en termes de mise en œuvre d'une politique globale à l'échelle du fleuve Aude. En effet, le transfert de cette compétence permettrait au SMMAR d'assurer la maîtrise d'ouvrage des actions, études et travaux inscrits au Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) ou au Contrat de Bassin Versant Aude concernés par le linéaire du fleuve dans sa partie domaniale sur le périmètre communautaire de la CCRLCM.

Les syndicats mixtes de rivières étant membres du SMMAR, une coordination intégrée des actions à mener au titre de la compétence entre l'axe fluvial (partie domaniale) et les affluent continuera d'être assurée par le SMMAR.

Considérant le maintien de la clé de financement historique du SMMAR appliquée au fleuve AUDE :

La clé de financement du SMMAR et de ses 7 syndicats de rivières adhérents est identique depuis la création de cette organisation (2002).

Elle repose sur des critères garantissant la solidarité amont-aval, urbain-rural et sanctuarise la logique de bassin versant. Cette clé de financement est calculée annuellement sur la base des critères suivants : potentiel fiscal intercommunal (70%), population (15%), superficie (15%). Ces 3 critères sont appliqués au prorata de la superficie de l'intercommunalité concernée par le bassin versant.

Cette clé de financement sera inchangée pour l'exercice de la compétence GEMAPI sur le fleuve AUDE dans sa partie domaniale.

L'application de cette clé de financement auprès des 7 intercommunalités territorialement concernées par la partie domaniale du fleuve AUDE, donne un taux de contribution consolidé suivant par EPCI :

- Communauté de Communes des Pyrénées Audoises :	1%
- Communauté de Communes du Limouxin :	11%
- Communauté d'Agglomération de Carcassonne Agglo :	52%
- Communauté de Communes de la Région Lézignanaise :	11%
- Communauté de Communes du Minervois au Caroux :	3%
- Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne :	21%
- Communauté de Communes de la Domitienne :	1%

Un budget annexe, au budget général du SMMAR EPTB, dédié à l'exercice de cette compétence sera créer pour assurer une traçabilité des dépenses et recettes de cette compétence.

Ce budget comprendra les 20% d'autofinancement sur les investissements (dont les projets PAPI déjà identifiés) ainsi que la part non subventionnée ou subventionnable des dépenses de fonctionnement et de gestion uniquement liées à l'exécution de la compétence (ETP, annuités d'encours d'emprunts réalisés pour le financement d'ouvrages dédiés à cette compétence, rétribution de services délégués, proportion de dépenses communes et partagées entre budget général et budget annexe dont communication, astreinte, ...).

Une représentation des EPCI concernés sera également intégrée à la gouvernance du SMMAR EPTB AUDE (comité syndical, bureau) au titre du transfert de compétences GEMAPI fleuve AUDE.

Il est à noter que la compétence GEMAPI n'est pas confiscatoire des obligations d'entretien des propriétaires riverains.

Sur les affluents, les riverains restent tenus pour responsables de l'entretien régulier de leur linéaire de cours d'eau, indépendamment des actions menées dans le cadre de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) par les syndicats de rivières.

Sur le fleuve Aude, si l'Etat est bien propriétaire sur la partie domaniale du fleuve (DPF), il se doit de maintenir ses actions en faveur de l'entretien du cours d'eau conformément à l'article L. 2124-11 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) qui rappelle que :

« L'entretien, tel que défini aux articles L. 215-14 et L. 215-15 du code de l'environnement, des cours d'eau domaniaux et de leurs dépendances est à la charge de la personne publique propriétaire du domaine public fluvial. Toutefois, les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou y trouvent intérêt peuvent être appelées à contribuer au financement de leur entretien ».

Compte tenu des responsabilités de l'Etat d'assurer ses obligations de maintien du libre écoulement des eaux du fleuve AUDE dans sa partie domaniale, celui-ci poursuivra le financement de ces obligations. Une convention précisant le caractère pérenne de cet engagement sera signée entre le SMMAR EPTB AUDE et le Préfet de l'Aude.

Dans ces conditions, en raison de l'expertise du SMMAR EPTB AUDE et de la pertinence de son périmètre d'intervention garantissant une cohérence globale des actions à l'échelle du bassin versant de l'Aude, de la Berre et du Rieu, ainsi que d'une maîtrise d'ouvrage unique sur du fleuve Aude dans sa partie domaniale, il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le principe adopté par la CCRLCM concernant le transfert de la compétence GEMAPI applicable à la partie domaniale du fleuve Aude, sur le périmètre communautaire de la CCRLCM au SMMAR EPTB AUDE à compter du 1er janvier 2025, conformément à la délibération n° 2024-132 du Conseil communautaire en date du 25 septembre 2024 relative au transfert de compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR EPTB.

**2/ D'approuver** le principe adopté par la CCRLCM concernant le transfert de la compétence GEMAPI pour son exercice sur le fleuve Aude dans sa partie domaniale au SMMAR EPTB AUDE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 conformément à la délibération n° 2024-132 du Conseil communautaire en date du 25 septembre 2024 relative au transfert de compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR EPTB.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°6**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE AU BÉNÉFICE DES COMMUNES DE FERRALS-LES-CORBIÈRES, FABREZAN, FONTCOUVERTE, CRUSCADES, LUC-SUR-ORBIEU ET BOUTENAC – ANNEXES

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1 à L. 2212-5-1, et R. 2212-11 à R. 2212-14 ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, et notamment les articles L. 511-1 à L. 511-7 et R. 512-1 à R. 512-4 ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif à la mise en commun des agents de police municipale ;

Vu la convention de coordination signée entre la commune de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'Etat le 25 août 2022 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12 décembre 2024 ;

De nombreuses communes rurales ou de moins de 3 500 habitants ne disposent pas de service de police municipale leur permettant d'assurer la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques. Cette réalité est présente sur l'ensemble du territoire nationale et est notamment due à un manque de ressources matérielles et humaines. Les questions d'équité de traitement des administrés sur un même bassin de vie, de manque de proximité des agents avec les habitants de communes voisines, de sentiment d'abandon que des citoyens peuvent ressentir face à des problèmes de sécurité publique ont poussé le législateur à prévoir des cadres juridiques offrant la possibilité aux municipalités de mettre leurs moyens en commun.

Ainsi, il existe actuellement quatre possibilités ouvertes aux municipalités pour agir de concert dans ce domaine :

-La mise en commun d'agents de police municipale entre des communes formant un ensemble d'un seul tenant de moins de 80 000 habitants

-Le recrutement d'agents de police municipale par un EPCI à fiscalité propre en vue de les mettre à disposition

-La formation d'un syndicat de communes par des communes limitrophes ou appartenant à une même agglomération au sein d'un même département ou à un même EPCI à fiscalité propre

-La mutualisation des agents de police municipale par convention

C'est cette dernière possibilité qui a été choisie par la commune de Lézignan-Corbières et les communes voisines de Ferrals-les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Luc-Sur-Orbieu et Boutenac.

La convention annexée à la présente délibération a pour objet l'encadrement juridique et l'organisation administrative et financière de la mise à disposition des agents de la police municipale de Lézignan-Corbières au bénéfice des six communes partenaires.

Elle prévoit notamment les modalités de répartition des compétences, d'organisation des responsabilités ainsi que la définition des missions des agents, leurs conditions d'emploi, le remboursement de leur mise à disposition, les modalités d'utilisation des équipements et des locaux, et la gestion de l'organisation du service.

Cette convention devra s'articuler avec la convention de coordination signée entre la commune de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'Etat le 25 août 2022, laquelle doit être modifiée par avenant. Les six communes partenaires devront également signer de leur côté, chacune pour sa part, outre la présente convention, une convention de coordination avec forces de sécurité de l'Etat.

Il est prévu que la convention ait une durée initiale de 18 mois à compter de sa signature. Cette convention pourra être modifiée par avenant signé par chacun des maires des sept communes. Il est proposé au Conseil Municipal :

**1/ D'approuver** la convention annexée à la présente délibération accompagnée de ses annexes.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°7**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : AVENANT À LA CONVENTION DE COORDINATION ENTRE LA VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES ET LES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT – ANNEXE

RAPPORTEUR : WILLIAM COMBES

Vu la délibération n° 2022-118 du 28 juin 2022 relative à la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État ;

Vu la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État signée le 25 août 2022 ;

Vu le projet de convention de mise à disposition des agents de la police municipale de Lézignan-Corbières au profit de six communes partenaires ;

Une collaboration étroite entre le maire de Lézignan-Corbières, le service de la police municipale d'une part, et les forces de sécurité de l'Etat d'autre part, est effective depuis 2016 par le biais de la convention de coordination entre la commune et les forces de sécurité de l'État.

Ce texte détermine les missions de chacun afin de répondre aux besoins des habitants de la commune de Lézignan-Corbières. Il a été amendé à plusieurs reprises et doit être désormais complété afin de s'articuler avec le projet de convention qui prévoit la mise en place d'une police pluri communale.

La convention tripartite qui associe le Préfet du département, le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Narbonne, et M. le Maire de Lézignan-Corbières, devra faire l'objet d'un avenant une fois que la convention établissant une police pluri communale sera signée par les sept communes, à savoir : Lézignan-Corbières, Ferrals-les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Luc-sur-Orbieu, Cruscades et Boutenac.

Il est donc proposé au conseil municipal :

**1/ D'approuver** l'avenant à la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'Etat annexé à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à signer l'avenant à la convention initiale et de prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°8**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : AIDES A L'ÉCONOMIE. SOUTIEN À L'INSTALLATION PÉRENNE D'ENTREPRISES COMMERCIALES OU ARTISANALES EN CENTRE-VILLE

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 euros dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La commission municipale qui s'est réunie le 29 novembre 2024 a examiné les dossiers suivants :

➤ Concernant le versement de la 1<sup>ère</sup> partie :

- Tabac presse « Des Gambé » implanté 31 Cours de la République, géré par Mme Lucie GAMBERONI. Le dossier est réputé complet.

- Restaurant implanté 4, place Allende géré par Mme Véronique CHANY. Le dossier est réputé complet.

➤ Concernant le versement de la 2<sup>ème</sup> partie :

- Pizzeria « Lézi'pizz » implantée 32, Cours de la République gérée par Romain ENGELS.
- Bureau de maîtrise d'ouvrages bâtiments « Ledogar père et fils » implanté 2, avenue Maréchal JOFFRE géré par Paul LEDOGAR.

La commission municipale émis un avis favorable pour ces dossiers.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** les propositions de la commission municipale telles qu'exposées ci-dessus.

**2/ De verser** les subventions sur l'exercice budgétaire 2024 sous conditions prévues par les délibérations susvisées, selon les crédits inscrits au compte 20422, opération 252 du Budget principal 2024.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**DOSSIER N°9**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNÉT

OBJET : DATES D'OUVERTURE DOMINICALE DES COMMERCES LOCAUX POUR L'ANNÉE 2025

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 3132-26 du Code du travail ;

Vu la délibération n° 2024-196 du Conseil communautaire en date du 27 novembre 2024 portant avis sur les ouvertures dominicales des commerces de la commune de Lézignan-Corbières en 2025 ;

Le titre III de la loi n° 2015-990 du 6 Août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a largement modifié le régime des exceptions au repos dominical des salariés. Deux principes ont été introduits : le premier est que tout travail le dimanche doit donner droit à une compensation salariale, le second est qu'en l'absence d'accord des salariés, via un accord de branche, d'entreprise ou de territoire, le commerce ne peut pas ouvrir (dans les entreprises de moins de 11 salariés, cet accord est soumis à référendum).

Ces deux principes sont complémentaires et destinés à faciliter le dialogue social. La réglementation relative à l'ouverture dominicale des commerces est ainsi liée à la protection des droits des salariés. La loi prévoit donc que les commerces de détail peuvent ouvrir jusqu'à cinq dimanches par an sur décision du Maire après avis du Conseil municipal, et jusqu'à douze dimanches par an après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI.

Les dates de ces « dimanches du maire » sont proposées en fonction des demandes et besoins des commerçants locaux. La liste des dimanches est arrêtée par le Maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

Au titre de l'année 2025, au regard des événements commerciaux et festifs se déroulant au sein de la commune de Lézignan-Corbières et susceptibles de générer un flux de clientèle locale ou de passage, il a été demandé par les organisations de commerçants de déroger au repos dominical pour 12 dimanches (7 pour les commerces de détail et 5 pour les commerces automobiles).

La CCRLCM, par sa délibération du 27 novembre 2024, a rendu un avis favorable à la demande d'avis sur les ouvertures dominicales des commerces pour les dimanches de 2025 suivants :

-Pour les commerces de détail, autres que l'automobile :

Dimanche 12 janvier 2025

Dimanche 29 juin 2025

Dimanche 30 novembre 2025

Dimanches 7 - 14 – 21 – 28 décembre 2025

-Pour les commerces de détail automobiles, les dimanches correspondent aux actions commerciales des différents constructeurs (type portes ouvertes), à savoir :

Dimanche 19 janvier 2025

Dimanche 10 mars 2025

Dimanche 15 juin 2025

Dimanche 14 septembre 2025

Dimanche 12 octobre 2025

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le calendrier relatif aux ouvertures dominicales des commerces proposé ci-dessus

**2/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°10**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CRÉATIONS D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE À DES BESOINS LIÉS À UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE ET À UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ – EXERCICE 2025

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 311-1 et L. 332-23 ;

Au cours de l'année, et pour permettre la continuité du service public, la commune peut avoir recours à des recrutements sur des emplois non permanents afin de faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier et à un accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux (administratif, technique, piscine en période estivale).

Les emplois non permanents occupés par des agents recrutés sous contrat à durée déterminée devant être créés sont les suivants :

Pour les accroissements temporaires d'activités :

- au maximum 2 ETP dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C

- au maximum 4 ETP dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C

Pour les saisonniers :

- au maximum 13 mensualités dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C

- au maximum 14 mensualités dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C

- au maximum 10 mensualités dans le grade d'opérateur des APS, relevant de catégorie C en tant que surveillant de baignade

- au maximum 15 mensualités dans le cadre d'emplois des éducateurs APS, relevant de catégorie B en tant que maître-nageur sauveteur et chef de bassin

La rémunération de ces agents sera calculée par référence à l'indice du grade de recrutement. Il est ainsi demandé au conseil municipal :

**1/ D'autoriser** pour l'année 2025, dans la limite des crédits prévus à cet effet, la création des emplois non permanents décrits ci-dessus

**2/ De valider** l'inscription au budget, au chapitre 012, des crédits nécessaires à la réalisation de cette délibération

**3/ D'autoriser** M. le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°11**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : INSTITUTION DE L'INDEMNITÉ SPÉCIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT  
POUR LA FILIÈRE POLICE MUNICIPALE

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°94-731 du 24 août 1994 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Vu le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale ;

Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

Vu la délibération n°60 du 14 octobre 2011 modifiant la délibération n°93 du 27 juin 2007 portant protocole d'application du régime indemnitaire des agents de la ville de Lézignan Corbières,

Vu la délibération n°61 du 14 octobre 2011 modifiant la délibération n°94 du 27 juin 2007

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 12 décembre 2024 ;

À la suite de la refonte du régime indemnitaire de la filière de police municipale issue du décret n°2024-614 du 26 juin 2024, une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) peut être versée aux fonctionnaires relevant de ladite filière. Elle remplace le précédent régime indemnitaire composé de l'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF) et de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

Composée d'une part fixe et d'une part variable, l'ISFE s'adresse désormais à l'ensemble des fonctionnaires des cadres d'emplois de la filière de police municipale.



Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer le cadre général de l'instauration de ce nouveau régime indemnitaire, dans les conditions et les limites prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

La mise en place de ce dispositif indemnitaire nécessite ainsi :

- d'en définir les bénéficiaires,
- de déterminer, pour chaque part, le taux et le plafond,
- d'en préciser les conditions d'attribution et de versement (périodicité, maintien en cas d'absence...)
- d'en préciser la date d'effet.

#### ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRES

Une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) est versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant de la filière de police municipale selon les modalités précisées dans la présente délibération.

Elle s'adresse aux fonctionnaires des cadres d'emplois suivants :

- Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale
- Cadre d'emplois des agents de police municipale

#### ARTICLE 2 : MODALITÉS ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

- La part fixe de l'ISFE est calculée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel,
- La part variable de l'ISFE est fixée dans la limite de montants réglementaires.

Il est ainsi fixé les taux et montants comme suit :

CADRE D'EMPLOIS	Part fixe (dans la limite des taux suivants)	Part variable (dans la limite des montants suivants)
Chef de service de police municipale	32 %	7000 €
Agents de police municipale	30 %	5000 €

La part fixe retenue pour la commune est déterminée de la façon suivante :

- Chef de service de PM : 32 %
- Adjoint au chef de service : 30%
- Agents de police municipale : 25 %

La part variable de l'ISFE tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir ; celle-ci est définie dans le respect du maintien individuel des primes antérieures.

A compter du 11<sup>ème</sup> jour d'absence, la part variable de l'ISFE sera réduite à hauteur de 60 euros pour les agents de catégorie C et 63 euros pour les agents de catégorie B dans le cadre de l'absentéisme pour maladie. Cette déduction intervient sur une période de quatre mois consécutifs.

L'ISFE est cumulable avec :

- Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribués dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002 susvisé
- Les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé.

L'ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir (exemples : RIFSEEP, IAT...).

Il est donc demandé au Conseil municipal :

**1/ D'instituer** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement selon les modalités fixées ci-dessus

**2/ D'interrompre** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le versement de l'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF) et de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

**3/ D'autoriser** M. le Maire à signer tous les éléments relatifs à l'attribution de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à la filière police municipal et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer

## **DOSSIER N°12**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : RECRUTEMENT DES AGENTS RECENSEURS POUR L'EXERCICE 2025 – MODIFICATION

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le tableau des effectifs de la commune ;

Vu la délibération n° 2024-125 du 15 novembre 2024 ;

Il est nécessaire de recruter des agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement de la population communale en année sur la période allant du 6 janvier au 22 février 2025.

La délibération n° 2024-125 prise par le Conseil municipal du 15 novembre 2024 mentionne des dates qui doivent être modifiées : au lieu de recruter des agents recenseurs pour la période du 16 janvier au 22 février 2025, il est nécessaire de les recruter dès le 6 janvier.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le recrutement des agents recenseurs parmi les agents communaux ou à l'extérieur de la collectivité pour réaliser les opérations du recrutement du recensement de la population communale du 6 janvier au 22 février 2025.

**2/ De fixer** la rémunération des agents recenseurs de la collectivité selon l'attribution d'une indemnité horaire pour travaux supplémentaires ou complémentaires ou d'une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires.

**3/ De fixer** la rémunération des agents recenseurs extérieurs à la collectivité selon l'attribution d'une indemnité forfaitaire ou sur l'indice du 1<sup>er</sup> échelon du grade d'Adjoint administratif.

**4/ D'approuver** le versement de la rémunération des agents recenseurs au terme des opérations de recensement au prorata du travail effectué.

**5/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°13**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CRÉATION D'UN POSTE PERMANENT DE GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels ;

Vu le tableau des effectifs existant ;

Vu les crédits inscrits au budget ;

Les besoins du service des ressources humaines nécessitent la création d'un emploi permanent de gestionnaire des ressources humaines pour une prise de poste à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025. En effet, la gestion du personnel et la mise en place de différents projets en matière de ressources humaines sont essentielles pour répondre aux attentes de l'autorité territoriale et pour mener à bien les missions quotidiennes du service.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

L'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code Général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 332-14 du Code Général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'aura pu aboutir.

L'agent assurera les fonctions de gestionnaire des ressources humaines à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35<sup>ème</sup>.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la création d'un emploi permanent de gestionnaire des ressources humaines.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi.

**3/ D'inscrire** au budget les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°14**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : INTÉGRATION DES VOIES, RÉSEAUX ET ESPACES LIBRES DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU LOTISSEMENT « LE CLOS DE BACCHUS 3 » - MODIFICATION

Vu l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ;

Vu les délibérations n° 2023-94 en date du 27 juin 2023 et n° 2023-156 en date du 8 décembre 2023 relatives à la procédure d'intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « Le clos de Bacchus 3 » ;

Vu l'arrêté du maire n° 2024-024 en date du 11 janvier 2024 prescrivant l'enquête publique,

Vu le rapport du Commissaire Enquêteur ;

Vu la délibération n° 2024-114 en date du 22 octobre 2024 portant intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « le Clos de Bacchus 3 » ;

Le 8 décembre 2023, le Conseil municipal a accepté le principe de l'incorporation dans le domaine public communal des parcelles cadastrées AV n° 216, 217, 218, 219 et 222 constituant les voiries, les réseaux, le bassin de rétention et les espaces verts du lotissement « Le clos de Bacchus 3 ».

Cette intégration avait été demandée par le président de l'association syndicale libre, M. Habib TAHRI.

La délibération n° 2024-114 du 22 octobre 2024 portant intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal de ce lotissement, ne mentionne pas la parcelle AV n° 222. Il est donc nécessaire de l'ajouter à l'énumération des parcelles devant être intégrées au domaine public communal, et de demander l'approbation de l'assemblée délibérante.

Les conditions pour cette intégration sont les suivantes : les parcelles concernées ont vocation à être utilisées par tous les usagers, au-delà des riverains, et aucune opposition de la part des copropriétaires des voies et espaces libres de ce lotissement n'a été exprimée durant l'enquête publique.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'émettre** un avis favorable à l'intégration dans le domaine public communal des voies, réseaux, bassin de rétention et espaces libres du lotissement « Le clos de Bacchus 3 », soit des parcelles cadastrées AV n° 216, 217, 218, 219 et 222.

**2/ De prononcer** le transfert et le classement dans le domaine public communal sans indemnité des parcelles concernées.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à désigner un notaire pour la réalisation de l'acte authentique et à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°15**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ÉNÉDIS SUR LA PARCELLE CADASTRÉE AL 0446 – ANNEXE

Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Vu les articles R. 323-1 à D. 323-16 du Code de l'énergie ;

Vu le projet de convention de servitudes ci-annexé ;

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, des travaux envisagés par ÉNÉDIS doivent être effectués en empruntant la parcelle cadastrée AL 0446. Cette parcelle se situe rue des lavandes et appartient au domaine public communal. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention de servitude de passage annexée à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer l'acte authentique constituant une convention de servitude devant notaire, ainsi que toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N°16**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ÉNÉDIS – PARCELLES E 1864 ET E 2055 – ANNEXE

Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Vu les articles R. 323-1 à D. 323-16 du Code de l'énergie ;

Afin de sécuriser le réseau de distribution électrique par la mise en place d'une liaison entre les postes de transformation « ST PAUL » (chemin du Petit Caumont) et « OHARA » (usine Bio Habitat), ÉNÉDIS projette de dérouler 833 ml de câble souterrain de type HTA 240AL avec une largeur totale de la tranchée de 1 mètre, entre autres, sur les parcelles cadastrées section E 1864 et E 2055 GAUJAC dont la commune est propriétaire.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention de servitude autorisant ÉNÉDIS à réaliser cette opération.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention de servitudes annexée à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention de servitudes annexée à la présente délibération et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N°17**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE – PARCELLE BD 44 – ANNEXE

Vu l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles 682 à 685-1 du Code civil ;

Vu la demande de droit de passage sur la parcelle BD 44 formulée par la SCI ALLIANCE VCMS afin de desservir un projet d'aménagement ;

La commune de Lézignan-Corbières est propriétaire d'un terrain établi sur la parcelle BD 44 faisant partie de son domaine privé. Le propriétaire d'un bien immobilier a demandé la création d'une servitude de passage sur cette parcelle afin de pouvoir circuler entre son terrain et la voie publique. Il s'agit de la SCI ALLIANCE VCMS située à Conilhac-Corbières et propriétaire de la parcelle BD 69. Pour ce faire, il convient de constituer une servitude entre la commune de Lézignan-Corbières, propriétaire du fonds servant, et le propriétaire du fond dominant. Il convient de préciser que compte tenu de la configuration du terrain concerné, la société ALLIANCE VCMS est tenue de faire en sorte que le franchissement du fossé soit sécuritaire et fonctionnel et que la libre circulation des eaux soit maintenue.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le principe d'une convention de servitude de passage entre la commune de Lézignan-Corbières et la SCI ALLIANCE VCMS propriétaire du bien immobilier, pour l'euro symbolique.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer l'acte authentique constituant une convention de servitude devant notaire, ainsi que toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre. Il est à noter que les frais de notaire et tout frais annexe seront à la charge de la SCI ALLIANCE VCMS.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N°18**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CONVENTION AVEC L'A.M.I. ET L'O.N.F. RELATIVE A L'ENTRETIEN DU PARE-FEU PERIMETRAL AU NORD DE LA FORÊT COMMUNALE – ANNEXE

Vu l'article L. 1111-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L. 211-1 à L. 277-5 du Code forestier ;

L'Office Nationale des Forêts (O.N.F.) est un Établissement Public Industriel et Commercial (E.P.I.C.) dont les missions consistent à valoriser la ressource en bois, agir pour l'environnement, accueillir le public en forêt, prévenir les risques naturels et proposer des prestations et services sur mesure. L'O.N.F. est ainsi le gestionnaire des forêts publiques, et propose à ce titre des prestations à l'attention des collectivités souhaitant valoriser leurs espaces naturels.

Dans cette perspective, l'ONF, qui gère la forêt communale, a jugé compatible la mise en œuvre sur une partie de celle-ci, de travaux à vocation DFCI (Dispositif de Défense des Forêts contre les Incendies) avec le document d'aménagement forestier.

Afin d'organiser la mise en œuvre de ces travaux, une convention entre la commune de Lézignan-Corbières, l'O.N.F. et l'A.M.I. doit être conclue. L'objet de la convention présentée en annexe est donc de définir les engagements des parties signataires relativement à la réalisation d'un chantier situé pour partie en forêt communale de Lézignan-Corbières et pour partie sur des propriétés communales privées ne relevant pas du régime forestier.

Les travaux consisteront d'une part à entretenir une zone d'environ 75 hectares au nord de la forêt communale. D'autre part et en fonction de circonstances exceptionnelles, d'autres travaux pourront être proposés par le service forestier local aux parties signataires.

L'A.M.I. Aude, dont la mission principale est de contribuer à l'insertion professionnelle des populations en situation de précarité, dans le cadre de son chantier d'insertion Eval, contribuera au débroussaillage d'une partie de la forêt de Lézignan. Ce chantier sera géré par cette association et sera assuré par huit salariés en insertion encadré par un technicien.

La prestation d'appui technique de l'ONF sera rémunérée annuellement directement par l'A.M.I. à hauteur de 5250 euros hors taxes, tarif qui sera valable pour la durée de la convention.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention annexée à la présente.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N°19**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CESSION DE LA PARCELLE WE 52 – MODIFICATION – ANNEXE

Vu les articles L. 2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis du Pôle d'Évaluation Domaniale de l'État du 1<sup>er</sup> août 2024 ;

Vu la proposition de M. Laurent DECOSTERD, demeurant 40 Chemin des Grands Champs à Lausanne (Suisse), d'acquérir le bien immobilier appartenant à la commune, cadastré section WE numéro 52 situé lieu-dit Mont Sens, d'une superficie totale de 5 586 m<sup>2</sup>, en vue de planter des oliviers ;

Vu la délibération n° 2024-101 du 10 septembre 2024 relative à la cession de la parcelle WE 52 ;

Vu le mail envoyé par l'office notarial de M<sup>e</sup> FAU situé à Lézignan-Corbières le 6 décembre 2024 ;

Par sa délibération n° 2024-101 en date du 10 septembre 2024, le Conseil municipal a autorisé la cession de la parcelle n° WE 52 à M. DECOSTERD pour un montant de 1 700 euros (mille sept cents euros). Le Conseil municipal avait précisé que l'acte authentique autorisant la cession devait être signé par les parties avant le 31 décembre 2024, faute de quoi, l'offre de vente serait caduque.

Le projet de vente a été notifié à la SAFER le 30 octobre 2024. Dans la mesure où la SAFER dispose d'un délai de deux mois pour exercer son droit de préemption, la date de signature ne pourrait avoir lieu que le 31 décembre 2024.

Afin de permettre de prévoir une date de signature dans des délais convenant aux parties, il est demandé au Conseil municipal :

**1/ De réitérer** l'approbation de la vente du bien immobilier cadastré section WE numéro 52 au prix de 1 700 euros (mille sept cents euros), étant entendu que les frais de transaction seront assumés par l'acquéreur.

**2/ De prolonger** le délai au cours duquel Monsieur le Maire est autorisé à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment l'éventuel bornage effectué par un géomètre et l'acte authentique qui sera établi par un notaire désigné par Monsieur DECOSTERD. Ce délai étant de six mois à compter de la publication de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°20**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : AVIS DE LA COMMUNE RELATIF À LA MISE EN VENTE DE LOGEMENTS SOCIAUX PAR LA SOCIÉTÉ HABITAT AUDOIS

Vu les articles L. 443-7 à L. 443-15-5-8 du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu le courrier adressé à M. le Maire par la société Habitat Audois en date du 12 novembre 2024 ;

La société « HABITAT AUDOIS » sollicite l'avis de la commune de Lézignan-Corbières relativement à un projet de vente de logements individuels situés dans le lotissement « René Cassin ». Ces logements ayant le caractère d'Habitation à Loyers Modérés (HLM), le propriétaire a l'obligation de consulter la collectivité dans laquelle ils sont implantés.

Considérant que la commune dispose d'un nombre de logements sociaux suffisant par comparaison à la population totale, il est demandé au Conseil municipal :

**1/ De donner** un avis positif à la demande de la société HABITAT AUDOIS

**2/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°21**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CALCUL DES REDEVANCES CONSOMMATION D'EAU POTABLE ET PERFORMANCE DES RESEAUX D'EAU POTABLE POUR L'ANNEE 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2224-12-2 à L. 2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 213-10-4 et -5, et articles D. 213-48-12-1, D. 213-48-12-2 à -7, et D. 213-48-35-1, dans leurs versions applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié dans sa version applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

Vu la délibération n°2024-25 du 4 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5 ;

Vu les délibérations n°2021-082 et n°2021-083 du Conseil municipal de Lézignan - Corbières approuvant le contrat de gestion et le règlement de service du service public de l'eau potable

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion du service d'eau potable passé entre la commune de Lézignan Corbières et la société Veolia Eau-CGE entré en vigueur le 8 août 2021 et notamment son article 43 (relatif au recouvrement et au reversement de la part collectivité) ;

Vu la convention de mandat en date du 8 août 2021 conclue entre la commune de Lézignan -Corbières et la société Veolia Eau-CGE sur le fondement de l'article L. 1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'encaissement et le reversement de la part collectivité, ainsi que l'instruction du 9 février 2017 relative aux mandats passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements destinés à l'exécution de certaines de leurs recettes et de leurs dépenses, publiée au bofip-gcp-17-0005 du 22 février 2017 (NOR : ECFE1704988J) ;

Considérant que la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est maintenue mais que les redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et modernisation des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 par :

Une redevance « consommation d'eau potable » dont :

- le tarif est fixé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- le redevable est l'abonné au service public de l'eau potable ;
- l'assiette le volume facturé au cours de l'année civile (indépendamment de la période de consommation).

Toutefois, les consommations d'eau potable destinée aux activités d'élevage sont exonérées si elles font l'objet d'un comptage spécifique.

Cette redevance est facturée à l'abonné et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

Et



Deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou à leurs établissements publics compétents pour la distribution publique de l'eau qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau ; il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ;
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile ;
- L'Agence de l'eau facture cette redevance à la commune ou à l'établissement public compétent au cours de l'année civile qui suit ;
- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau ;

Considérant que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé le tarif de la redevance pour consommation d'eau à 0,43 €HT/m<sup>3</sup> pour l'année 2025,

Considérant que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé le tarif de la redevance pour performance des réseaux d'eau potable à 0,05 €HT/m<sup>3</sup> pour l'année 2025,

Considérant que pour l'année 2025, le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à **0,2** pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable (la performance des réseaux d'eau n'étant pas prise en compte pour cette première année),

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu,

Considérant qu'il appartient au délégataire de l'eau potable de facturer et d'encaisser auprès des usagers ces suppléments au prix du mètre cube d'eau vendu et de reverser à la commune les sommes encaissées à ce titre dans le cadre du contrat et du mandat d'encaissement,

Considérant que le supplément de prix « redevance pour la performance des réseaux d'eau potable » constitue un élément du prix du service public de l'eau potable doit donc être assujéti à la TVA au taux réduit de 5,5%,

Considérant que, conformément aux instructions de la Direction de la législation fiscale, le reversement à la collectivité des sommes encaissées par le concessionnaire *« intègre nécessairement l'assiette de la TVA en tant qu'élément du prix du service de mise à disposition des infrastructures délivré par la commune ou l'établissement public au délégataire privé »*, il doit être assujéti comme le reversement de la « part collectivité » au taux normal de TVA de 20%,

Il est demandé au Conseil municipal, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, de bien vouloir :

**1/ Fixer** à 0,01 €HT /m<sup>3</sup> la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des réseaux d'eau potable » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, et de préciser que cette somme vient s'ajouter au taux de la surtaxe Eau potable.

**2/ Dire** que cette contre-valeur de la redevance « performance des réseaux d'eau potable » est facturée et encaissée auprès des abonnés au service public de l'eau potable et reversée à la collectivité conformément à la convention de mandat passée avec le délégataire.

**3/ Autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°22**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CALCUL DE LA REDEVANCE PERFORMANCE DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF POUR L'ANNEE 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;  
Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-6, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1er janvier 2025 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié, dans sa version applicable au 1er janvier 2025 ;

Vu la délibération n°2024-25 du 4 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5 ;

Vu les délibérations n°2021-080 et n°2021-081 du 18 juin 2021 du conseil municipal de Lézignan-Corbières approuvant le contrat de gestion et le règlement de service du service public de l'assainissement ;

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion du service d'assainissement passé entre la commune de Lézignan Corbières et la société SAUR S.A.S entré en vigueur le 8 août 2021 et notamment son article 55 (relatif au recouvrement et au reversement de la part collectivité de la redevance assainissement) ;

Vu la convention de mandat en date du 21 octobre 2021 conclue entre la commune de Lézignan Corbières, la société SAUR S.A.S, exploitant du service d'assainissement et la société Veolia Eau-CGE, exploitant du service d'eau potable, sur le fondement de l'article L. 1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'encaissement et le reversement de la redevance assainissement / part collectivité de la redevance assainissement par la société Veolia Eau-CGE qui facture conjointement l'eau et l'assainissement, ainsi que l'instruction du 9 février 2017 relative aux mandats passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements destinés à l'exécution de certaines de leurs recettes et de leurs dépenses, publiée au BOFIP-GCP-17-0005 du 22 février 2017 (NOR : ECFE1704988J) ;

Considérant que la redevance prélèvement est maintenue mais que les redevances pour pollution d'origine domestique et modernisations des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1er janvier 2025 par :

- Une redevance de « consommation d'eau potable », facturée à l'abonné à l'eau potable (exceptées les consommations destinées aux activités d'élevage si elles font l'objet d'un comptage spécifique) et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau dont les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

Et

- Deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour « performance des systèmes d'assainissement collectif » :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou leurs établissements publics compétents pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le tarif applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration) ; il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance).
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile
- L'Agence de l'eau facture la redevance à la collectivité au cours de l'année civile qui suit

La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de l'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assujetti à la redevance assainissement et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement ;

Considérant que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé à 0,03 €HT par mètre cube le tarif de base de la redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2025, Considérant que pour l'année 2025, le taux de modulation est fixé forfaitairement 0,3 pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif » (la performance des systèmes d'assainissement n'étant pas prise en compte pour cette première année),

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour performance de systèmes d'assainissement, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie,

Considérant qu'il appartient à la société Veolia Eau-CGE (entité en charge du recouvrement de la redevance d'assainissement collectif) de facturer et d'encaisser auprès des usagers ce supplément au prix du mètre cube d'eau assainie et de reverser à la commune les sommes encaissées à ce titre dans le cadre du contrat et du mandat d'encaissement,

Considérant que le supplément de prix « redevance pour la performance des système d'assainissement » constitue un élément du prix du service public de l'assainissement collectif et qu'il doit donc être assujetti à la TVA au taux de 10%,

Considérant que, conformément aux instructions de la Direction de la législation fiscale, le reversement à la collectivité des sommes encaissées par le concessionnaire au titre de ce supplément de prix « intègre nécessairement l'assiette de la TVA en tant qu'élément du prix du service de mise à disposition des infrastructures délivré par la commune ou l'établissement public au délégataire privé », il doit être assujetti comme le reversement de la « part collectivité » au taux normal de TVA de 20% ,

Il est demandé au Conseil municipal, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, de bien vouloir :

**1/ Fixer** à 0,009 €HT /m3 la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1er janvier 2025, et de préciser que cette somme vient s'ajouter au taux de la surtaxe Assainissement.

**2/ Dire** que cette contre-valeur de la « redevance pour performance des réseaux d'assainissement collectif » est facturée et encaissée auprès des usagers du service public de l'assainissement collectif et reversée à la commune, au titre de sa compétence pour le traitement des eaux usées, selon les modalités déterminées dans la convention du mandat d'encaissement.

**3/ Autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N°23**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : ADMISSION DE CRÉANCES ÉTEINTES – ANNEXE

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le CGCT et notamment son article L. 2541-12-9° ;

Vu la délibération n° 2024-052 en date du 11 avril 2024 portant vote du budget primitif du budget principal ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la régularisation des créances éteintes pour les exercices 2021 à 2023 ;

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le receveur des finances du SGC de Narbonne a proposé l'admission de créances éteintes détenues par la ville de Lézignan-Corbières sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

Ces admissions de créances éteintes entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L. 2541-12-9° du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil municipal.

Le montant des recettes à admettre en créances éteintes s'élève à :

- Créances éteintes exercices 2021 à 2023 (compte 6542) : 2912,36 euros

À l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, le receveur de Narbonne fournit les justificatifs qui permettent de proposer ces admissions en créances éteintes.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ De valider** ces créances éteintes exercices 2021 à 2023 (compte 6542) pour un montant de 2912,36 euros conformément au justificatif joint en annexe.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N°24**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : SUBVENTIONS ANNUELLES AUX ASSOCIATIONS

Vu l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération n° 2024-52 du 11 avril 2024 portant vote du Budget principal et des Budgets annexes Eau Potable et Assainissement pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n°2024-071 attribuant les premières subventions de fonctionnement pour l'exercice 2024 ;

Vu la deuxième délibération n°2024-078 attribuant les subventions de fonctionnement pour l'exercice 2024 ;

Vu la troisième délibération n° 2024-099 attribuant les subventions de fonctionnement pour l'exercice 2024 ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M57, le Conseil Municipal délibère sur le versement des subventions annuelles aux associations.

Il y a lieu de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la municipalité à la vie associative. En effet, les associations listées ci-dessous participent au développement d'actions d'intérêt local et les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil Municipal d'arrêter les montants des subventions annuelles aux associations qui n'avaient pas pu présenter un dossier complet avant la réunion de la commission pour attribution qui s'était réunie avant le conseil municipal du 28 mai 2024 selon le tableau ci-dessous.

Les associations concernées ont déposé un dossier de demande de subvention complet et participent bien au développement d'actions d'intérêt local.

Il est proposé au Conseil municipal de verser aux associations suivantes les subventions annuelles :

#### **SUBVENTIONS ANNUELLES DE FONCTIONNEMENT ACOMPTES INCLUS**

<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>2024</b>
TENNIS CLUB	6 000 euros
UCIAL	6 500 euros
LOCO	300 euros

**MONTANT TOTAL :** 12 800 euros

Il est demandé au Conseil Municipal :

**1/ De verser** aux associations énumérées les subventions annuelles pour l'exercice 2024, pour un montant total de 12 800 euros, réparti comme détaillé ci-dessus.

**2/ De dire que** les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 à l'imputation comptable 65748, budget ayant été approuvé par la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N°25**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX ASSOCIATIONS

Vu l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération n° 2024-52 du 11 avril 2024 portant vote du Budget principal et des Budgets annexes Eau Potable et Assainissement pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n°2024-071 attribuant les premières subventions de fonctionnement pour l'exercice 2024 ;

Vu la deuxième délibération n°2024-078 attribuant les subventions de fonctionnement pour l'exercice 2024 ;

Vu la troisième délibération n° 2024-099 attribuant les subventions de fonctionnement pour l'exercice 2024 ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M57, le Conseil Municipal délibère sur le versement des subventions aux associations.

Il y a lieu de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la municipalité à la vie associative. La commune a fait l'objet d'une sollicitation par la Présidente de l'association « Espace Chorégraphique Lézignan Danse » afin de couvrir, en tout ou partie, les dépenses de transport et d'hébergement pour une élève (et quatre accompagnants) sélectionnée pour la finale européenne du concours de danse CND qui s'est déroulée à Rome du 30/10/2024 au 03/11/2024.

L'aide financière sollicitée pour ce projet revêt de nombreux objectifs pédagogiques et valorisera la formation des élèves de notre commune.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours, il est proposé au conseil municipal de verser la subvention exceptionnelle suivante :

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE FONCTIONNEMENT	
ASSOCIATION	ANNÉE 2024
ESPACE CHORÉGRAPHIQUE LÉZIGNAN DANSE	150 euros
<b>MONTANT TOTAL :</b>	150 euros

Il est demandé au Conseil Municipal :

**1/ D'approuver** l'octroi d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 150 euros à l'association « Espace Chorégraphique Lézignan danse ».

**2/ De dire que** les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 à l'imputation comptable 65748, budget ayant été approuvé par la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## DOSSIER N°26

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : REMBOURSEMENT DES FRAIS DE PERSONNEL

Vu les instructions budgétaires et comptables M49 et M57 ;

Vu la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024 approuvant le budget principal et les budgets annexes Eau potable et Assainissement de l'exercice comptable 2024 ;

Les budgets annexes Eau potable et Assainissement sous instruction comptable M49 n'ont pas de personnalité juridique et donc pas de personnel affecté en propre.

Bien que ces deux services aient fait l'objet de délégation de service public auprès de VEOLIA EAU et la SAUR (pour la partie assainissement depuis le 01/08/2021), toute la gestion administrative et opérationnelle est effectuée par des membres du personnel communal dont la rémunération est imputée

sur le budget principal. Ces services bénéficient donc pour certaines missions spécifiques du support en personnel des services relevant de l'administration générale, des finances et technique de la collectivité. Dans un souci constant de transparence et afin de calculer au plus juste le coût de ces services publics à caractère industriel et commercial, ainsi que le montant de la redevance assainissement due par l'utilisateur, il convient de faire rembourser chaque année, par les budgets annexes Eau potable et Assainissement collectif, les frais de personnel d'administration générale, des finances et technique supportés par le budget principal de la commune.

Les services « Eau potable » et « Assainissement » qui n'ont pas de personnalité juridique, bénéficient pour certaines missions spécifiques, du support en personnel des services relevant de l'administration générale, des finances et technique de la commune. Il est donc nécessaire de déterminer les modalités de calcul de ces frais. Ces frais sont calculés par application au bulletin annuel N-1 des agents concernés d'un taux en fonction du temps d'intervention de chacun sur ces services soit :

PÔLE	AGENT / GRADE	BASE DE CALCUL	TAUX Affectation EAU POTABLE	TAUX Affectation ASSAINISSEMENT
TECHNIQUE	<b>DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES</b> Ingénieur hors classe	Rémunération brute chargée 2023 selon bulletin annuel	10%	10%
	<b>RESPONSABLE DES RESEAUX</b> Agent de maîtrise		10%	10%
RESSOURCES	<b>DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE</b> Attachée (6 mois)		5%	5%
	<b>DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES</b> DGS		2%	2%
	<b>AGENT COMPTABLE</b> Adjoint administratif		10%	10%
ADMINISTRATION GENERALE	<b>ADJOINTE ADMINISTRATIVE</b> ADJOINTE Administrative		10%	10%
		<b>MONTANT</b>	<b>27 012,11 €</b>	<b>27 012,11 €</b>

Les montants à rembourser au budget principal sont les suivants :

- Budget Eau potable : **27 012,11 euros** au titre de mise à disposition de personnel
- Budget Assainissement : **27 012,11 euros** au titre de mise à disposition de personnel

Il est proposé au Conseil Municipal de :

**1/ D'approuver** les modalités de calcul des frais par application au bulletin annuel N-1 des agents concernés d'un taux fonction du temps d'intervention de chacun sur ces services.

**2/ D'approuver** les montants à rembourser par les budgets annexes pour l'exercice 2024 au budget principal et qui s'établissent à :

- budget annexe Eau potable : **27 012,11 euros**
- budget annexe Assainissement collectif : **27 012,11 euros**

**3/ De préciser** que ces flux réciproques seront imputés sur les natures budgétaires suivantes :

- budgets annexes : dépenses au compte 6215 « personnel affecté par la collectivité de rattachement »,
- budget principal : recettes au compte 708721 « remboursement de frais par les budgets annexes »

**4/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.



## **DOSSIER N°27**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT 2024) – ANNEXES

Vu l'article 1609 nonies C du code général des impôts ;

Vu l'article L. 5211-5 du Code général des collectivités locales ;

Vu le rapport définitif de la CLECT 2024 adopté le 4 décembre 2024 ;

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) est chargée d'évaluer les conséquences financières des transferts de compétences entre les EPCI et leurs communes membres. La Commission de la CCRLCM s'est réunie le 4 décembre 2024 afin d'établir un rapport.

Le rapport définitif de la CLECT 2024 fixe le montant de l'attribution de compensation pour l'année 2024.

En application des dispositions en vigueur, ce processus comporte plusieurs étapes qui consistent en l'approbation du rapport par les communes membres et dans le même temps par le Conseil communautaire de la CCRLCM.

Considérant que le Rapport définitif de la CLECT a été approuvé par le Conseil communautaire le 4 décembre 2024, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

**1/ Approuver** le rapport définitif de la CLECT annexé à la présente délibération et adopté le 4 décembre 2024 par la CCRLCM

**2/ Autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N°28**

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DÉCEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : FIXATION LIBRE DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2024 – ANNEXE

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

Vu le rapport définitif de la CLECT 2024 adopté par la CCRLCM le 4 décembre 2024 ;

En application des dispositions du V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts (CGI), la CCRLCM verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Celle-ci ne peut être indexée.

Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur EPCI (établissement public de coopération intercommunale) lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique. C'est une dépense obligatoire de l'EPCI.

Dans le cadre d'une fixation libre des attributions de compensation, il est rappelé que les délibérations concordantes de l'EPCI et des communes intéressées doivent tenir compte de l'évaluation élaborée par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) dans son rapport.

Dans ce cadre, la CLECT, qui est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées afin de permettre le calcul des attributions de compensation, a voté son rapport définitif lors de sa

réunion du 4 décembre 2024. Ce rapport été transmis à chaque commune membre de la CCRLCM dont la commune de Lézignan-Corbières.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments :

**1/ Adopter** la fixation libre de l'attribution de compensation de la commune de Lézignan-Corbières qui s'élève à **1 652 045 euros** pour l'année 2024.

**2/ Fixer** librement l'attribution de compensation de la commune pour 2024 telle que définie dans le tableau des attributions de compensations 2024 joint soit **1 652 045 euros**.

**3/ Charger** M. le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux et de l'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

<b>TENEUR DES DISCUSSIONS</b>
-------------------------------

## **Monsieur le Maire ouvre la séance à 19 h et 10 minutes**

**M. FORCADA :** Bonsoir tout le monde, désolé pour le retard. Vous connaissez les circonstances, le problème que l'on a rencontré à la Maison des Jeunes avec une intoxication au monoxyde de carbone pour une quarantaine de personnes, dont des enfants. Les tests sont en cours, ils ont été évacués sur la médiathèque, lieu qui est chauffé et le plus adapté. Les médecins et pompiers sont auprès de ces jeunes et moins jeunes. Pour l'instant, une personne a été évacuée pour des soins approfondis. J'espère que tout ira bien pour tous. On va passer à ce dernier Conseil municipal.

## **FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES**

### **Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance**

Mme Sabrina FITO est désignée comme secrétaire de séance.  
Mme Sabrina FITO, procède à l'appel des présents.

**M. FORCADA :** Parfait. Le quorum est atteint, j'ouvre la séance de ce dernier Conseil municipal de l'année.

### **1 – Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 15 novembre 2024**

**M. FORCADA :** Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 novembre 2024, y a-t-il des remarques ? On passe au vote. Il est adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

### **2 – Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal**

**M. FORCADA :** Je vous donne l'information des différentes décisions, j'en ai pris trois.

- La première, c'est le renouvellement de l'adhésion, c'est annuel, à l'ADULLACT pour l'année 2025, pour un montant de 1 500 €
- La 2<sup>ème</sup>, c'est la convention d'honoraires avec la société d'avocats pour la procédure de référé, pour l'expulsion des occupations illégales de Gaujac, sur notre terrain communal. Cela nous coûte 3 960 € TTC, plus 900 € TTC pour les formalités de la procédure.
- La 3<sup>ème</sup>, c'est la convention de mise à disposition du bien qui est sis rue du Château, pour une personne qui nécessite d'être à l'abri, pour 50 € par mois

Je vous en donne lecture et acte. 3<sup>ème</sup> dossier, Christine BÉNET.

**Le Conseil municipal prend acte sans question ni observation**

### **3 – Création d'une commission communale pour l'accessibilité**

**Mme BÉNET :** Depuis les années 2000, une réflexion a été menée au niveau gouvernemental afin d'instaurer des pratiques visant à faire de la place dans la société aux personnes handicapées. Cette volonté exprime le souci de respecter les principes généraux de non-discrimination, d'égalité des droits et des chances pour les personnes se trouvant en situation de handicap. Les commissions communales et intercommunales pour l'accessibilité ont été instaurées par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Cette loi impose aux communes et intercommunalité de 5 000 habitants et plus d'établir un constat de l'état d'accessibilité de leur territoire et d'engager une réflexion pour améliorer la chaîne de déplacement dans son intégralité. En effet, dans toutes les communes de plus de 5 000 habitants, une Commission

communale pour l'accessibilité doit être créée. Présidée par le Maire, cette Commission est composée des représentants de la commune, de représentants d'associations représentant des personnes handicapées, de représentants d'acteurs économiques locaux et d'usagers. Il revient au Maire d'en arrêter la liste des membres.

Cette Commission a plusieurs missions :

- Dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant de la voirie, des espaces publics et des transports
- Établir un rapport annuel présenté au Conseil municipal
- Faire toute proposition utile de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant
- Organiser un système de recensement de l'offre de logement accessible aux personnes handicapées
- Tenir à jour par voie informatique la liste des établissements recevant du public situé sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées

La Commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports, à la suite de quoi elle établit un rapport annuel présenté au Conseil municipal et fait toute proposition utile de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant. Ce rapport doit être transmis au préfet de département, au président du Conseil Départemental, au Conseil départemental consultatif des personnes handicapées, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de créer la Commission d'accessibilité de la commune de Lézignan-Corbières, d'autoriser Monsieur le Maire de prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Y a-t-il des questions ? Juste une précision : c'est sur une demande de la préfecture par un courrier du 26 novembre dernier, qui nous demande de mettre en place cette Commission qui n'avait pas été réalisée depuis fort longtemps. Qui est contre, qui s'abstient ? Adoptée. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

#### **4 – Désignation des délégués de la commune auprès du syndicat mixte Réseau solidarité 11**

**M. FORCADA :** Le Syndicat mixte Réseau 11 a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et exerce les compétences, mission, et services obligatoires relatifs à la protection de la ressource en eau, ainsi que les compétences, missions et services optionnels concernant la production et le transport de l'eau potable. Lors de la séance du 10 septembre 2024, le Conseil municipal a approuvé l'adhésion de la commune au Syndicats Réseau 11 pour l'ensemble de ces compétences.

Pour que la commune de Lézignan-Corbières soit représentée auprès du Réseau 11, le Conseil municipal doit procéder à la désignation de délégués qui feront partie du Collège des communes. Il est proposé au Conseil municipal de désigner un délégué titulaire et un suppléant pour représenter la commune auprès de Réseau 11 et de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour la majorité, ce sera moi-même et Monsieur Michel MASUYER. Y a-t-il des candidats autres ? Monsieur NOLOT, titulaire, et un suppléant, Monsieur PÉNAVAIRE.

On va passer au vote, souhaitez-vous que ce soit à main levée ? Parfait, nous votons à main levée.

Pour la première liste majorité, qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Pour la liste de Monsieur NOLOT et de Monsieur PÉNAVAIRE, je pose les mêmes questions : qui est contre ? Qui s'abstient ?

La liste de la majorité l'emporte, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**À la majorité de 22 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible ») et 9 voix contre (M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

**Décide :**

**1/ De désigner** M. Gérard FORCADA en tant que délégué titulaire et M. Michel MASUYER en tant que délégué suppléant pour représenter la commune auprès du Syndicat mixte ouvert « Réseau 11 ».

**2/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. NOLOT :** Monsieur le Maire, merci de me prêter la parole. Mesdames et Messieurs les adjoints, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, chers collègues, vous remerciant de ne pas avoir voté pour moi, je l'accepte. Je voudrais vous rappeler quelques petites précisions au sujet de l'actualité depuis quelques mois, il me semble qu'une délégation de service public des communautés de communes et des agglos devaient transférer ces compétences. L'ex-ancien Premier ministre Michel BARNIER, dans ses attendus et dans son discours, a complètement changé la donne. Alors, il me semble aussi important de signaler que la compétence transférée, ou pas, nous le verrons par la suite, mais au 1<sup>er</sup> janvier 2025, étant candidat pour pouvoir défendre l'actualité de l'eau et être au plus près des soucis des concitoyens de Lézignan, vous transférez, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, une compétence à Réseau 11. Il me semble que l'un des conseillers municipaux dans la salle avait évoqué, il y a deux mois environ, la question suivante : est-ce que, Monsieur le Maire, vous allez déléguer la compétence à la Communauté de communes quel que soit le résultat, quelles que soit les décisions gouvernementales ? Il serait bon et nécessaire de pouvoir avoir une position qui soit appropriée. Et je vous remercierais de pouvoir la préciser.

**M. FORCADA :** La décision appropriée, c'est ce que j'ai déjà répondu : le respect de la loi. Aujourd'hui, la loi n'a pas changé, donc le transfert est obligatoire. Je me plierai à la loi dans ce cadre-là. Je ne sais pas si vous êtes appelé au gouvernement, mon cher Freddy ?

**M. NOLOT :** Il ne m'a pas appelé... !

**M. FORCADA :** S'il ne vous a pas appelé, vous avez encore un peu d'espoir, il peut le faire ! Sincèrement, je me plierai à la loi, c'est tout.

**M. NOLOT :** Merci Monsieur le Maire.

## **5 – Transfert de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR EPTB**

**M. FORCADA :** Le dossier numéro 5, c'est le transfert de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au Syndicat mixte des milieux aquatiques et des rivières. On n'a pas trop le choix, la compétence GEMAPI est une compétence obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, les EPCI, quelle que soit la nature juridique des cours d'eau, aussi bien les cours d'eau domaniaux que non domaniaux.

Considérant que cette compétence se décline en quatre missions :

- L'aménagement d'un bassin et d'une fraction de bassin
- L'entretien et l'aménagement de cours d'eau, canal, lac, plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau
- La défense contre les inondations et contre la mer ; pour l'instant, elle est un peu loin de nous
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Cette compétence GEMAPI est une compétence technique qui recouvre deux grandes finalités : la prévention protection contre les inondations, d'une part, et la préservation des milieux aquatiques, d'autre part.

La compétence GEMAPI, avec ces deux grandes finalités, est associée à des obligations qui permettent de caractériser le champ d'action et de responsabilité de la collectivité affectataire. Soit, pour la finalité prévention des inondations, le décret du 12 mai 2015 codifie aux articles R572 et suivants du code de l'environnement prescrit la définition de zones protégées par des systèmes d'endiguement à partir d'études hydrauliques ou d'études de danger. Une analyse coût, bénéfice ou multicritères permet à l'EPCI, ou le Syndicat compétent, de se déterminer sur l'opportunité de définir un système d'endiguement, de façon complémentaire à la mobilisation d'aménagement hydraulique, barrage, peut contribuer également de la lutte contre les inondations.

Pour la finalité gestion des milieux éatiques, une lecture extensive privilégiant une entrée par mission pourrait donner à penser que la compétence GEMAPI confère des obligations sur tous les objets hydrauliques figurant dans les rubriques 1, 2 et 8. Il n'en est rien. Les compétences GEMAPI ne donnent pas compétence de plein droit et par principe sur les cours d'eau, les plans d'eau, les zones humides, les canaux. En effet, cette compétence n'évince pas les propriétaires et les exploitants de leurs obligations légales et réglementaires, et de leurs responsabilités.

Il y a pas mal de choses à faire, considérant que ce transfert intégral de la compétence GEMAPI s'applique aux affluents du fleuve Aude, soit par transfert explicite de la compétence des EPCI précisée dans les statuts des syndicats mentionnant le caractère privé non domanial des cours d'eau sur lesquels s'applique ladite compétence transférée, soit par le mécanisme de représentation substitution visant à substituer les EPCI aux communes membres des syndicats dans l'exercice de la compétence GEMAPI, et plus particulièrement les missions exercées antérieurement au transfert de ladite compétence en 2018.

Tout ceci, les mécanismes de la représentation substitution mentionnée dans les statuts des syndicats de rivière sur le périmètre communautaire de la Communauté de communes, n'a pas eu pour effet de modifier ni le champ géographique, ni l'objet de la compétence antérieurement exercée, à savoir les cours d'eau domaniaux, l'exercice de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude dans sa partie domaniale relève de la responsabilité de la Communauté de communes.

Considérant la sécabilité de la compétence GEMAPI, le compétence GEMAPI est en effet une compétence sécable en vertu de l'article L 52 11 61 du Code général des collectivités territoriales, et par dérogation à l'alinéa précédent en matière de gestion de l'eau et des cours d'eau, d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non-collectif, de gestion des eaux pluviales, urbaines, de défense extérieure contre l'incendie, de collecte ou de traitement des déchets ménagers et assimilés, ou de distribution d'électricité ou de gaz naturel, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, ou un établissement public territorial, peut transférer toute compétence à un syndicat de communes ou à un syndicat mixte sur toute ou partie de son territoire, ou à plusieurs syndicats situés chacun sur des parties distinctes de son territoire.

La Communauté de communes dispose de différentes possibilités pour la prise en charge de cette compétence. La Communauté de communes de la région Lézignanaise Corbière Minervois n'ayant pas transféré la compétence sur l'axe fluvial, partie domaniale, peut décider de l'exercer directement. Cependant, cette hypothèse est peu souhaitable en raison du risque de fragmentation des maîtrises d'ouvrages sur un seul et même au cours d'eau qui irait à l'encontre, d'une part de la logique de bassin versant qui est l'œuvre sur l'Aude depuis 1999, et d'autre part de la spécialisation des acteurs déployés sur le bassin versant de l'Aude, à savoir les syndicats de rivière sur les affluents du fleuve Aude et le

SMMAR qui est reconnu comme l'établissement public territorial de bassin EPTB depuis 2006 sur l'ensemble du bassin versant de l'Aude.

Les Syndicats mixtes de rivière étant membre du SMMAR, une coordination intégrée des actions à mener au titre de la compétence entre l'axe fluvial partie domaniale et les affluents, continuera d'être assurée par le SMMAR, considérant le maintien de la clé de financement historique du SMMAR appliquée au fleuve Aude. Il y a une clé répartition, je vous laisse la liberté de lire tout ça.

Il est demandé d'approuver le principe adopté par la Communauté de communes concernant le transfert de la compétence GEMAPI applicable à la partie domaniale du fleuve Aude sur le périmètre communautaire de la Communauté de communes au SMMAR à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, conformément à la délibération 2024 132 du Conseil communautaire en date du 25 septembre 2024, relative au transfert de compétences GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR EPTB,

Et donc d'approuver le principe adopté par la communauté de communes concernant le transfert de la compétence GEMAPI pour son exercice sur le fleuve Aude dans sa partie domaniale au SMMAR Aude, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 conformément à la délibération numéro 2024 132 du Conseil communautaire du 25 septembre 2024 relative au transfert de compétences GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR, et de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération. Y a-t-il des questions sur ce sujet ? Monsieur NOLOT ?

**M. NOLOT :** C'est parfait.

**M. FORCADA :** Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **PRÉVENTION ET SÉCURITÉ PUBLIQUE**

### **6 – Convention de mise à disposition des agents de la police municipale au bénéfice des communes de Ferrals-les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Luc-sur-Orbieu et Boutenac – Annexe**

**M. FORCADA :** Monsieur William COMBES pour la prévention et la sécurité publique.

**M. COMBES :** Bonsoir. Il s'agit d'une convention de mise à disposition des agents de la police municipale au bénéfice des communes de Ferrals-Les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Luc-sur-Orbieu et Boutenac. Je vous passe les vues des Codes et des Décrets, mais je vais vous donner la vue de la convention de coordination signée entre la commune de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État le 25 août 2022, et l'avis favorable du Comité social territorial en date du 12 décembre 2024.

De nombreuses communes rurales, ou de moins de 3 500 habitants, ne disposent pas de service de police municipale leur permettant d'assurer la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique. Cette réalité est présente sur l'ensemble du territoire national et est notamment due à un manque de ressources matérielles et humaines. Les questions d'équité de traitement des administrés sur un même bassin de vie, de manque de proximité des agents avec les habitants des communes voisines, de sentiment d'abandon que des citoyens peuvent ressentir face à des problèmes de sécurité publique, ont poussé le législateur à prévoir des cadres juridiques offrant la possibilité aux municipalités de mettre leurs moyens en commun.

Ainsi, il existe actuellement quatre possibilités ouvertes aux municipalités pour agir de concert dans ce domaine. La première, c'est la mise en commun d'agent de police municipale entre des communes formant un ensemble d'un seul tenant de moins de 80 000 habitants. La 2<sup>ème</sup>, c'est le recrutement d'agents de police municipale par EPCI à fiscalité propre en vue de les mettre à disposition. La 3<sup>ème</sup>, c'est la formation d'un syndicat de communes par des communes limitrophes ou appartenant à une même agglomération au sein d'un même département, ou à un même EPCI à fiscalité propre. Et la 4<sup>ème</sup>, c'est la mutualisation des agents de police municipale par convention.



C'est cette dernière possibilité qui a été choisie par la commune de Lézignan-Corbières et les communes voisines de Ferrals-Les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Luc-sur-Orbieu et Boutenac.

La convention annexée à la présente délibération a pour objet l'encadrement juridique et l'organisation administrative et financière de la mise à disposition des agents de la police municipale de Lézignan-Corbières au bénéfice des six communes partenaires. Elle prévoit notamment les modalités de répartition des compétences, d'organisation des responsabilités, ainsi que la définition des missions des agents, leurs conditions d'emploi, le remboursement de leur mise à disposition, les modalités d'utilisation des équipements et des locaux, et la gestion de l'organisation du service.

Cette convention devra s'articuler avec la convention de coordination signée entre la commune de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État le 25 août 2022, laquelle doit être modifiée par avenant. Les six communes partenaires devront également signer de leur côté, chacune pour sa part, outre la présente convention, une convention de coordination avec les forces de sécurité de l'État. Il est prévu que la convention ait une durée initiale de 18 mois à compter de sa signature. Cette convention pourrait être modifiée par avenant et signée par chacun des maires des sept communes.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la convention annexée à la présente délibérations accompagnée de ses annexes, d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Merci. Le micro s'il vous plaît pour Monsieur DENARD, puis Monsieur PUJOL.

**M. DENARD :** Bonsoir Messieurs Dames, chers collègues. Pour cette délibération qui concerne une police pluri-communale, qui n'est pas à confondre avec une police inter-communale, nous sommes d'accord sur le sujet, je vous rassure. Pour nous, c'est la continuité de ce qui a existé et qui existe à ce jour. Il existait déjà une police pluri-communale sur ces communes, elles étaient d'accord entre elles. Cependant, il y a eu des défections de personnel et il en va de la pérennité du service.

Nous sommes bien conscients qu'en matière de forces de police, les communes rurales de notre interco' notamment ne se trouvent pas sur le même pied d'égalité que les plus grosses communes comme celle de Lézignan. Ces communes rurales n'ont pas les mêmes moyens financiers et pourtant elles rencontrent les mêmes problèmes de délinquance que la ville principale, puisqu'elles se situent sur le même bassin de vie et à proximité des voies de communication. Cela rejoint ce que je disais lors d'une précédente intervention au dernier Conseil municipal, lorsque j'indiquais, à propos de l'occasion manquée de renforcer notre territoire de forces de gendarmerie, l'État n'avait pas été à la hauteur de l'Est audois. On avait attendu qu'un renfort, au moins a minima ou une création de brigade puisse se faire sur la circonscription.

Notre police municipale est composée de 15 agents, bientôt 16 d'après ce que j'ai cru comprendre, et de deux agents de surveillance de voie publique, ce qui représente un volume largement supérieur si on le compare à l'effectif de ceux des communes de même strate. La commune de Lézignan n'est pas perdante financièrement, puisqu'il est bien prévu, au sein même du projet de convention, le remboursement de la mise à disposition des agents et des frais inhérents à tous les côtés administratifs.

Parmi les possibilités offertes par la loi pour que les municipalités agissent de concert dans ce cadre-là, à notre avis, le cas de la mutualisation choisie paraît en effet le plus adapté à notre situation. En effet, si on cite la mise en commun d'agents de police municipale entre les communes formant un ensemble d'un seul tenant de moins de 8 000 habitants exigés, la création d'un syndicat intercommunal très compliqué. Dans les conditions exigées pour que l'EPCI recrute un agent de PM vu en vue de le mettre à disposition d'une commune, il est exigé que la Communauté de communes ait la compétence en matière de Police Municipale. Elle ne l'a pas, ce sont les communes qui conservent la compétence. Et pour le dernier, il faut que les communes soient limitrophes ou appartiennent à la même agglomération ce qui n'est pas tout à fait le cas. Voilà ce que j'avais à dire, nous sommes vraiment d'accord pour que ces communes rurales puissent bénéficier des forces de police municipale, ils en ont besoin.

**M. FORCADA :** Merci Monsieur DENARD. La parole est à Monsieur PUJOL, s'il vous plaît.

**M. PUJOL :** Merci Monsieur le Maire. Je suis en totale opposition avec Monsieur DENARD. Je voudrais reprendre les propos que j'ai tenus lors du Comité technique. Vous aviez répondu, lors d'un précédent Conseil municipal, avoir investi pour augmenter le nombre de policiers municipaux qui atteint

aujourd'hui 13 policiers municipaux et 2 ASVP, et un 14<sup>ème</sup>... Ah si, 13 ! Sur le schéma que vous nous avez fait passer, il y avait 13 policiers municipaux.

**M. FORCADA :** 15.

**M. PUJOL :** Bon 15, c'est encore pire. Cela peut se comprendre compte-tenu de vos engagements de campagne et de la politique que vous auriez souhaité mener afin de parer aux problèmes d'incivilité et d'insécurité dont beaucoup de nos concitoyens se plaignent toujours. De plus, ce matin dans la presse, il est fait état de problèmes de dépôts sauvages qui, c'est écrit, nécessite des moyens de contrôle renforcés. Et là, paradoxalement, vous nous proposez de nous prononcer sur la mise à disposition de deux de nos agents, 23 heures par semaine, au profit d'un groupement de villages pour suppléer les problèmes qu'il rencontre avec leur agent, je pense, souffrant d'une maladie, et cela pour une période de 18 mois renouvelable.

Il y a dans votre démarche une contradiction. Si nous renforçons nos forces de police municipale et si la ville investit, cela sous-entend répondre à une problématique de notre ville et à un besoin. Alors pourquoi dans le même temps diminuer nos effectifs de deux personnes ? Si les problèmes d'incivilité et le ressenti sécuritaire à ce jour avaient été traités dans leur intégralité, cela aurait pu être recevable, mais cela ne semble pas être le cas. Beaucoup de nos concitoyens que nous rencontrons dans la rue se plaignent, à raison, d'un manque de présence de nos policiers en patrouille pédestre sur le terrain, alors que l'on sait tous que la présence de forces de police dans nos rues est la meilleure dissuasion pour les incivilités. Deux agents en moins, ce sont des patrouilles en moins. Pour nous, ce n'est pas recevable, il y avait d'autres solutions qui auraient pu être étudiées, merci.

**M. FORCADA :** L'effectif ne va pas baisser puisqu'en contrepartie, il y aura une embauche d'un collaborateur PM et la sortie du collaborateur policier municipal, qui fait aujourd'hui le planton, sera remplacée par un personnel administratif. Nous aurons donc deux personnels en plus sur le terrain ce qui permettra de faire un équipage, puisque nous fonctionnons par équipage, bien sûr, de deux personnes, pour aller sur le terrain de nos villes voisines. J'ajoute, et vous l'avez précisé, que le matériel utilisé est le véhicule qui appartient déjà à ce collectif de communes et les moyens qui sont mis en œuvre sont pris en charge par les six communes. En termes de coût, pour nous, c'est égal, et en termes de renfort ça ne nous enlève personne, bien au contraire, puisqu'on maintiendra le même nombre de personnel sur le terrain.

**M. PUJOL :** Ce sont tout de même des investissements supplémentaires.

**M. FORCADA :** Mais ce n'est pas nous qui les payons.

**M. PUJOL :** La commune va quand même investir.

**M. FORCADA :** Bien sûr qu'elle investit, puisque c'est son effectif, mais elle dépend également des six communes qui prennent en charge le tarif horaire de l'utilisation de ces effectifs.

**M. PUJOL :** Certes, mais si on peut se passer de deux personnes, ce n'est peut-être pas inutile d'investir sur deux personnes supplémentaires pour les prêter. Je m'excuse, hein !

**M. FORCADA :** Mais elles les paient. De toute façon, c'est un service que l'on aura...

**M. PUJOL :** D'ici 18 mois, vous les aurez.

**M. FORCADA :** C'est un service que l'on aura dans le cadre de ce que l'on doit faire en assistance et en collaboration amicale avec nos collègues à côté, et nous nous devons de leur porter aussi assistance dans le domaine de la sécurité. Si tout s'arrêtait aux frontières de la commune, soit en entrant, soit en sortant, ce serait extraordinaire. Il y a la perméabilité, évidemment, de la proximité de toutes ces communes. Et avoir un œil, un regard avisé, professionnel et bien équipé également, dans toutes ces communes-là, cela nous permet aussi de prévenir certains risques, ou en tout cas d'être bien au courant de tout ce qu'il se passe sur la totalité de ce périmètre. Demain, j'espère que ce renfort-là sera apprécié de tous et l'efficacité que les troupes ont aujourd'hui sur le lézignanais sera reportée sur l'ensemble de

ce territoire. Voilà. Je vous remercie et je passe au vote. Qui est contre ? Il y en a deux. Qui s'abstient. Adoptée, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,**

**Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à la majorité par 28 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de M. Fabrice CASTELEYN Sans étiquette, et 3 voix contre (de M. Jean-Paul PUJOL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET et Mme Ginette BARAU-FERRET Sans étiquette)**

## **7 – Avenant à la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'état – Annexe**

**M. FORCADA :** Monsieur COMBES.

**M. COMBES :** Cette délibération est la suite logique de la précédente puisqu'il s'agit d'un avenant à la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État.

Vu la délibération 2022 118 du 28 juin 2022 relative à la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État,

Vu la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État signées le 25 août 2022,

Vu le projet de convention de mise à disposition des agents de la police municipale de Lézignan-Corbières au profit de six communes partenaires,

Une collaboration étroite entre le maire de Lézignan-Corbières, le service de la Police Municipale d'une part et les forces de sécurité de l'État d'autre part, est effective depuis 2016 par le biais de la convention de coordination entre la commune et les forces de sécurité de l'État.

Ce texte détermine les missions de chacun afin de répondre aux besoins des habitants de la commune Lézignan-Corbières.

Il a été amendé à plusieurs reprises et doit être désormais compléter afin de s'articuler avec le projet de convention qui prévoit la mise en place d'une police pluri-communale.

La convention tripartite qui associe le préfet du département, le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Narbonne et Monsieur le Maire de Lézignan-Corbières devra faire l'objet d'un avenant une fois que la convention établissant une police pluri-communale sera signée par les 7 communes, à savoir Lézignan-Corbières, Ferrals-les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Luc-sur-Orbieu, Cruscades et Boutenac.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver l'avenant à la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État annexée à la présente délibération, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention initiale et de prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Y a-t-il des remarques. On passe au vote. Qui est contre ? Les deux. Qui s'abstient ? Adoptée, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,**

**Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à la majorité par 28 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de M. Fabrice CASTELEYN Sans étiquette, et 3 voix contre (de M. Jean-Paul PUJOL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET et Mme Ginette BARAU-FERRET Sans étiquette)**

## **ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ**

### **8 – Aides à l'économie. soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville**

*M. Thierry DENARD, intéressé à l'affaire, sort de la salle et ne participe ni aux débats, ni au vote.*

**Mme DANRÉ :** Bonsoir, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville. Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant plafonné à 3 000 € dont la première partie, soit 1 500 €, est versée au bout de six mois d'exercice effectif de l'activité et la 2<sup>nd</sup>e, soit les 1 500 € restants, après 12 mois.

La Commission s'est réunie le 29 novembre 2024 et a examiné les dossiers suivants :

- Concernant le premier versement de la première partie, Tabac presse des Gambé implanté 31 cours de la République, géré par Madame Lucie GAMBÉRONI, le dossier est réputé complet ; Le restaurant implanté 4 place Salvador Allende géré par Madame Véronique CHANY, le dossier est réputé complet ;
- Concernant le 2<sup>ème</sup> versement pour la pizzeria Lézi'pizz implantée 32 cours de la République, gérée par Romain ENGELS et le bureau de maîtrise d'ouvrage bâtiment Ledogar père et fils implanté 2 avenue maréchal Joffre, géré par Paul LEDOGAR, la Commission municipale a émis un avis favorable pour ces dossiers.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver les propositions de la Commission telles qu'exposées ci-dessus, de verser les subventions sur l'exercice budgétaire 2024 sous conditions prévues par les délibérations susvisées selon les crédits inscrits au compte 20422 opération 252 du budget principal 2024, et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Y a-t-il des questions ?

**M. PUJOL :** Le restaurant, 4 place Salvador Allende, n'est pas ouvert ?

**M. FORCADA :** Non, pas encore.

**M. PUJOL :** Vous avez une date d'ouverture ?

**M. FORCADA :** Elle a reçu son numéro INSEE et on attend. S'il n'y a pas d'autres questions, je passe au vote. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie. Sylvie DANRÉ, pour la suite.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

*M. Thierry DENARD revient dans la salle.*

## **9 – Dates d’ouverture dominicale des commerces locaux pour l’année 2025**

**Mme DANRÉ :** Le titre 3 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a largement modifié le régime des exceptions au repos dominical des salariés. Deux principes ont été introduits : le premier est que tout travail le dimanche doit donner droit à une compensation salariale ; le 2<sup>nd</sup> est qu'en l'absence d'accord des salariés via un accord de branche, d'entreprise ou de territoire, le commerce ne peut pas ouvrir dans les entreprises de moins de 11 salariés. Cet accord est soumis à référendum.

Ces deux principes sont complémentaires et destinés à faciliter le dialogue social. La réglementation relative à l'ouverture dominicale des commerces est ainsi liée à la protection des droits des salariés.

La loi prévoit donc que les commerces de détail peuvent ouvrir jusqu'à 5 dimanches par an sur décision du Maire après avis du Conseil municipal, et jusqu'à 12 dimanches par an après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI. Les dates de ces dimanches sont proposées en fonction des demandes et besoins des commerçants locaux. La liste des dimanches est arrêtée par le Maire avant le 31 décembre pour l'année suivante, elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

Au titre de l'année 2025, au regard des événements commerciaux et festifs se déroulant au sein de la commune de Lézignan-Corbières, et susceptibles de générer un flux de clientèle locale ou de passage, il a été demandé par les organisations de commerçants de déroger au repos dominical pour 12 dimanches, 7 pour les commerces de détail et 5 pour les commerces automobiles.

La CCRLCM par sa délibération du 27 novembre 2024 a rendu un avis favorable à la demande d'avis sur les ouvertures dominicales des commerces pour les dimanches de 2025 suivants :

- Pour les commerces de détail autre que l'automobile, les dimanche 12 janvier, dimanche 29 juin, dimanche 30 novembre, dimanche 7, 14, 21 et 28 décembre 2025

- Pour les commerces de détail automobile, les dimanches correspondant aux actions commerciales des différents constructeurs type portes ouvertes, à savoir dimanche 19 janvier, dimanche 10 mars, dimanche 15 juin, dimanche 14 septembre et dimanche 12 octobre 2025

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le calendrier relatif aux ouvertures dominicales des commerces proposé ci-dessus, et d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Y a-t-il des questions ou des observations ? Je passe au vote, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **10 – Créations d’emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire et a un accroissement saisonnier d’activité – Exercice 2025**

**M. FORCADA :** C'est toujours le renouvellement annuel des autorisations. Pour permettre la continuité du service public, la commune peut avoir recours à des recrutements sur des emplois non permanents afin de faire face à des besoins liés à l'accroissement saisonnier et à un accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux, administratifs, techniques, piscine en période estivale.

Les emplois non permanents occupés par des agents recrutés sous contrat à durée déterminée devant être créés sont les suivants :

- Pour les accroissements temporaires d'activité, au maximum 2 ETP dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C, au maximum 4 ETP dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C.

- Pour les saisonniers, au maximum 13 mensualités dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie C, au maximum 14 mensualités dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie C, au maximum 10 mensualités dans le grade d'opérateur DPSC\* (00.52.56) relevant de catégorie C en tant que surveillant de baignade, et au maximum 15 mensualités dans le cadre d'emplois des éducateurs APS relevant de catégorie B en tant que maître-nageur sauveteur et chef de bassin.

La rémunération de ces agents sera calculée par référence à l'indice du grade de recrutement. Il est donc demandé au Conseil municipal d'autoriser, pour l'année 2025, dans la limite des crédits prévus à cet effet, la création des emplois non permanents décrits ci-dessus, de valider l'inscription au budget au chapitre 012 des crédits nécessaires à la réalisation de cette délibération, et de m'autoriser à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **11 – Institution de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement pour la filière police municipale**

**M. FORCADA :** Cette filière en était privée jusqu'à présent et c'est d'ailleurs la seule de la fonction publique territoriale. Nous avons la suite de la refonte du régime indemnitaire de la filière de la police municipale, issue du décret de 26 juin 2024, une Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) peut être versée aux fonctionnaires relevant de ladite filière. Elle remplace le précédent régime indemnitaire composé de l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions, et de l'indemnité d'administration et de technicité. Composée d'une part fixe et d'une part variable, elle s'adresse désormais à l'ensemble des fonctionnaires, des cadres d'emploi de la filière de police municipale.

Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer le cadre général de l'instauration de ce nouveau régime indemnitaire dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur. La mise en place de ce dispositif indemnitaire nécessite ainsi d'en définir les bénéficiaires, de déterminer pour chaque part le taux et le plafond, et d'en préciser les conditions d'attribution et de versement : période et maintien en cas d'absence, et d'en préciser la date d'effet.

Une indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant de la filière police municipale, selon les modalités précisées dans la présente délibération. Elle s'adresse aux fonctionnaires des cadres d'emploi suivants : cadres d'emploi des chefs de service de police municipale, cadres d'emploi des agents de police municipale.

Pour les modalités et conditions d'attribution, l'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable déterminée dans les conditions suivantes :

- La part fixe de l'ISFE est calculée en appliquant au montant du traitement soumis à la retenue pour pension, un taux individuel
- La part variable est fixée dans la limite du montant réglementaire

Il est ainsi fixé les taux et montants comme suit : pour les chefs de service de police municipale, la part fixe 32 %, et la part variable dans la limite du montant suivant, 7 000 €. Et pour les agents de police, c'est 30 % et la part variable, 5 000 €.

La part fixe retenue pour la commune est déterminée de la façon suivante : chef de service de PM 32 %, adjoint au chef de service 30 %, agents de police municipale 25 %. La part variable de l'ISFE tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir ; celle-ci est définie dans le respect du maintien individuel des primes intérieures.

À compter du 11<sup>ème</sup> jour d'absence, la part variable de l'ISFE sera réduite à hauteur de 60 € pour les agents de catégorie C et de 63 € pour les agents de catégorie B, dans le cadre de l'absentéisme pour maladie. Cette déduction intervient sur une période de quatre mois consécutifs.

L'ISFE est cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribués dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002 susvisé. Les primes et indemnités compensent le

travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2020 susvisé.

L'ISFE est exclusive de toute autre prime et indemnité liée aux fonctions et à la manière de servir. Il est donc demandé au Conseil municipal d'instituer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement selon les modalités fixées ci-dessus et d'interrompre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier, le versement de l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions et de l'indemnité d'administration et de technicité,

Et de m'autoriser à signer tous les éléments relatifs à l'attribution de l'indemnité spéciale de fonctions et d'engagement à la filière police municipale, et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Y a-t-il des observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Merci pour eux aussi, on régularise enfin une situation qui n'était pas tout à fait normale, puisque c'était le seul corps d'activités de la territoriale qui n'y avait pas droit. On passe au dossier n° 12.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **12 – Recrutement des agents recenseurs 2025 – Modification**

**M. FORCADA :** C'est le recrutement des agents recenseurs pour l'exercice 2025, comme d'habitude d'ailleurs. Il est nécessaire de recruter des agents recenseurs afin de réaliser les opérations de recensement de la population communale sur la période du 6 janvier au 22 février 2025.

La délibération 2024-125 prise par le Conseil municipal du 15 novembre 2024 mentionne les dates qui doivent être modifiées : au lieu de recruter des agents recenseurs pour la période du 16 janvier au 22 février 2025, il est nécessaire de les recruter dès le 6 janvier.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le recrutement des agents recenseurs parmi les agents communaux ou à l'extérieur de la collectivité pour réaliser les opérations de recrutement de ce recensement de la population, à partir du 6 janvier jusqu'au 22 février
- De fixer la rémunération des agents recenseurs de la collectivité selon l'attribution d'une indemnité horaire pour travaux supplémentaires ou complémentaires, ou d'une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires
- De fixer la rémunération des agents recenseurs extérieurs à la collectivité selon l'attribution d'une indemnité forfaitaire ou sur l'indice du premier échelon du grade d'adjoint administratif
- D'approuver le versement de la rémunération des agents recenseurs au terme des opérations de recensement au prorata du travail effectué
- Et de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Y a-t-il des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **13 – Création d'un poste permanent de gestionnaire des ressources humaines**

**M. FORCADA :** C'est la création d'un poste permanent de gestionnaire des ressources humaines, puisqu'il n'y en avait plus. Les besoins du service des ressources humaines nécessitant la création d'un emploi permanent de gestionnaire des ressources humaines pour une prise de poste à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025. En effet, la gestion du personnel et la mise en place de différents projets en matière de

ressources humaines sont essentielles pour répondre aux attentes de l'autorité et pour mener à bien les missions quotidiennes du service.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux. L'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidat statutaire au vu de l'application de l'article L 332-14 du Code général de la fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée dans la limite d'une durée totale de deux ans lorsqu'au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L 332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'aura pu aboutir.

L'agent assurera les fonctions de gestionnaire des ressources humaines à temps complet, pour une durée hebdomadaire de 35 heures. La rémunération sera déterminée en prenant en compte notamment les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent, ainsi que son expérience.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la création d'un emploi permanent de gestionnaire des ressources humaines, de m'autoriser à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi et d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, je vous remercie. Le relais est pris par Guy VIVES.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL**

### **14 – Intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « Le clos de bacchus 3 » – Modification**

**M. VIVES :** Bonsoir tout le monde. Le 8 décembre 2023, le Conseil municipal a accepté le principe de l'incorporation dans le domaine public communal des parcelles cadastrées AV 216 217 218 219 et 222, constituant les voiries, réseaux, bassins de rétention et espaces verts du lotissement « Le Clos de Bacchus 3. » Cette intégration avait été demandée par le président de l'association syndicale libre, Monsieur Habib TARI.

La délibération numéro 2024-114 du 22 octobre 2024, portant intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal de ce lotissement, ne mentionne pas la parcelle AV n° 222. Il est donc nécessaire de l'ajouter à l'énumération des parcelles devant être intégrées au domaine public communal et de demander l'approbation de l'assemblée délibérante.

Les conditions pour cette intégration sont les suivantes : les parcelles concernées ont vocation à être utilisées par tous les usagers, au-delà des riverains, et aucune opposition de la part des copropriétaires des voies et espaces libres de ce lotissement n'a été exprimé durant l'enquête publique.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable à l'intégration dans le domaine public communal des voies, réseaux, bassins de rétention et espaces libres du lotissement « Le Clos de Bacchus 3 », soit des parcelles cadastrées AV 216 217 218 219 et 222
- De prononcer le transfert et le placement dans le domaine public communal sans indemnités des parcelles concernées
- Et d'autoriser Monsieur le Maire à désigner un notaire pour la réalisation de l'acte authentique et à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.

**M. FORCADA :** Y a-t-il des questions ?

**M. PUJOL :** Je crois qu'il y a un problème de ramassage des ordures dans ce Clos de Bacchus.



**M. FORCADA :** Oui, tout à fait.

**M. PUJOL :** Maintenant que c'est intégré dans le domaine public...

**M. VIVÈS :** ...Qu'on le regarde de plus près.

**M. VIVÈS :** Exactement, on est d'accord. On surveillera le processus.

**M. FORCADA :** Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, je vous remercie. Guy VIVÈS, la suite.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**15 – Convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS – parcelle al 0446 – annexe**

**M. VIVÈS :** Convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS sur la parcelle cadastrée AL 0446. Vous avez sûrement vu que vous avez une annexe et je vous fais grâce, encore une fois, des vus.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, des travaux envisagés par ÉNÉDIS doivent être effectués en empruntant la parcelle cadastrée AL 0446. Cette parcelle se situe rue des Lavandes et appartient au domaine public communal.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de servitude de passage annexée à la présente délibération
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique constituant une convention de servitude devant notaire, ainsi que toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Y a-t-il des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie. Guy, la suite.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**16 – Convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS – parcelles e 1864 et e 2055 – Annexe**

**M. VIVÈS :** C'est une convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS, parcelle E 1864 et E 2055. Afin de sécuriser le réseau de distribution électrique par la mise en place d'une liaison entre les postes de transformation Saint-Paul, chemin du Petit Caumont, et O'HARA usine Bio Habitat, ÉNÉDIS projette de dérouler 833 mètres linéaires de câbles souterrains de type HTA 240 AL avec une largeur totale de la tranchée d'un mètre, sur les parcelles cadastrées E 1864 et E 2055 dont la commune est propriétaire. Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention de servitude autorisant ÉNÉDIS à réaliser cette opération.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de servitude annexée à la présente délibération
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitude annexée à la présente délibération et à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

**M. FORCADA :** Y a-t-il des observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**17 – Convention de servitude de passage – parcelle BD 44 – Annexe**

**M. VIVÈS :** La commune de Lézignan-Corbières est propriétaire d'un terrain établi sur la parcelle BD 44 faisant partie de son domaine privé. Le propriétaire d'un bien immobilier a demandé la création d'une servitude de passage sur cette parcelle afin de pouvoir circuler entre son terrain et la voie publique. Il s'agit de la SCI ALLIANCE VCMS située à Conilhac-Corbières et propriétaire de la parcelle BD 69. Pour ce faire, il convient de constituer une servitude entre la commune de Lézignan-Corbières, propriétaire du fonds servant et le propriétaire du fonds dominant. Il convient de préciser que compte-tenu de la configuration du terrain concerné, la société ALLIANCE VCMS est tenue de faire en sorte que le franchissement du fossé soit sécuritaire et fonctionnel, et que la libre-circulation des eaux soit maintenue.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'une convention de servitude de passage entre la commune de Lézignan-Corbières et la SCI ALLIANCE VCMS propriétaire du bien immobilier pour l'euro symbolique
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique constituant une convention de servitude devant notaire, ainsi que toutes mesures nécessaires à sa mise en œuvre

Il est à noter que les frais de notaires et tous frais annexes seront à la charge de la SCI ALLIANCE VCMS.

**M. FORCADA :** Merci. Y a-t-il des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**18 – Convention avec l'A.M.I. et l'O.N.F. relative à l'entretien du pare-feu périmétral au Nord de la forêt communale – Annexe**

**M. FORCADA :** Monsieur Dominique JOLIS

**M. JOLIS :** Merci.

L'Office National des Forêts, O.N.F., est un Établissement Public Industriel et Commercial dont les missions consistent à valoriser les ressources en bois, agir pour l'environnement, accueillir le public en forêt, prévenir les risques naturels et proposer des prestations de services sur mesure. L'O.N.F. est ainsi le gestionnaire des forêts publiques et propose à ce titre des prestations à l'attention des collectivités souhaitant valoriser leur espace naturel.

Dans cette perspective, l'O.N.F. qui gère la forêt communale, a jugé compatible la mise en œuvre sur une partie de celle-ci des travaux à vocation DFCI, (Dispositif de Défense des Forêts contre les Incendies), avec le document d'aménagement forestier.

Afin d'organiser la mise en œuvre de ces travaux, une convention entre la commune de Lézignan-Corbières, l'O.N.F. et l'A.M.I., doit être conclue. L'objet de la convention présentée en annexe est donc de définir les engagements des parties signataires relatifs à la réalisation de chantiers situés, pour partie, en forêt communale de Lézignan-Corbières, et pour autre partie sur la propriété communale privée ne relevant pas du régime forestier.

Les travaux consisteront, d'une part, à entretenir une zone d'environ 75 hectares au nord de la forêt communale, d'autre part, en fonction des circonstances exceptionnelles, d'autres travaux pourront être proposés pour les services forestiers locaux aux parties signataires, l'A.M.I. Aude, dont la mission principale est de contribuer à l'insertion professionnelle des populations en situation de précarité dans le cadre de son chantier d'insertion.

Cette association sera assurée par huit salariés en insertion, encadrés par un technicien. Les prestations d'appui techniques seront rémunérées annuellement directement par l'A.M.I. à hauteur de 5 250 € hors taxes, tarif qui sera valable pour la durée de la convention.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver la convention annexée à la présente et d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Merci. Y a-t-il des observations ? C'est un renouvellement de toute façon, on travaille avec eux depuis des années. Je passe au vote, qui est contre, qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **19 – Cession de la parcelle WE 52 – Modification – Annexe**

**M. FORCADA :** Guy VIVÈS pour la parcelle WE 52.

**M. VIVÈS :** Par sa délibération n° 2024-5-1, en date du 10 septembre 2024, le Conseil municipal a autorisé la cession de la parcelle n° WE 52 à Monsieur DECOSTERD pour un montant de 1 700 €. Le Conseil municipal avait précisé que l'acte authentique autorisant la cession devait être signé par les parties avant le 31 décembre 2024, faute de quoi l'offre de vente serait caduque.

Le projet de vente a été notifié à la SAFER le 30 octobre 2024. Dans la mesure où la SAFER dispose d'un délai de deux mois pour exercer son droit de préemption, la date de signature ne pourrait avoir lieu que le 31 décembre 2024.

Afin de permettre de prévoir une date de signature dans les délais convenant aux parties, il est demandé au Conseil municipal de :

- Réitérer l'approbation de la vente du bien immobilier cadastré section WE 52 au prix de 1 700 €, étant entendu que les frais de transaction seront assumés par l'acquéreur
- Prolonger le délai au cours duquel Monsieur le Maire est autorisé à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment l'éventuel bornage effectué par un géomètre et l'acte authentique qui sera établi par un notaire désigné par Monsieur DECOSTERD, ce délai étant de six mois à compter de la publication de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Merci. Y a-t-il des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE**

### **20 – Avis de la commune relatif à la mise en vente de logements sociaux par la société Habitat audois**

**M. FORCADA :** Madame Mireille SANTINI pour le dossier n° 20.

**Mme SANTINI :** Avis de la commune relatif à la mise en vente de logements sociaux par la société HABITAT AUDOIS. Vu le courrier adressé à Monsieur le Maire par la société HABITAT AUDOIS en date du 12 novembre 2024, la société HABITAT AUDOIS sollicite l'avis de la commune de Lézignan-Corbières relativement un projet de vente de logements individuels situé dans le lotissement René Cassin. Ces logements ayant le caractère d'habitation à loyer modéré, H.L.M., le propriétaire a l'obligation de consulter la collectivité dans laquelle ils sont implantés.

Considérant que la commune dispose d'un nombre de logements sociaux suffisants par comparaison à la population totale, il est demandé au Conseil municipal de donner un avis positif à la demande de la

société HABITAT AUDOIS et d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Merci. Y a-t-il des remarques ? Oui, le micro s'il vous plaît.

**Mme ARNAUD :** Merci, bonsoir. Je suppose que ce sont les maisons individuelles ?

**M. FORCADA :** Oui.

**Mme ARNAUD :** Alors, est-ce qu'HABITAT AUDOIS nous a donné des garanties pour les familles qui habitent ces maisons ? Vont-elles être relogées ? Peuvent-elles, par un loyer acquéreur, les acheter elles-mêmes ? Il n'y a pas que des murs dans ces maisons, il y a des familles, et c'est ça le problème aussi. Un investisseur peut arriver, il achète quatre maisons, il expulse toutes les familles... HABITAT AUDOIS va-t-il reloger ces familles ?

**M. FORCADA :** Ce n'est pas pour mettre les gens à la porte.

**Mme ARNAUD :** Oui, mais si ces maisons sont vendues ? Un loyer H.L.M. et un loyer dans le privé, ce n'est pas la même chose. Ce sont des familles modestes normalement, qui sont en H.L.M.

**M. FORCADA :** Oui, mais certaines ont la possibilité de devenir acquéreurs de leur bien, du bien qu'ils occupent aujourd'hui en location.

**Mme ARNAUD :** Oui, mais celui qui ne peut pas ? Il y en a qui vont pouvoir, mais les autres ?

**M. FORCADA :** Ce sont les locataires qui sont les candidats à l'acquisition immobilière. C'est autre chose.

**Mme ARNAUD :** D'accord, alors c'est mal expliqué.

**M. FORCADA :** J'en ai vu quelques-uns, quand on a visité lors de l'inauguration de Cassin, parce qu'on a réinauguré Cassin après les travaux qui ont été faits, qui étaient enchantés, bien entendu et tant mieux pour eux, ils sont bien là où ils sont, ils interpellaient le directeur en disant qu'ils sont intéressés pour devenir propriétaires, parce que cela fait déjà des années qu'ils sont là.

**Mme ARNAUD :** Je comprends, car il y a des familles qui sont...

**M. FORCADA :** Et plutôt que payer le loyer, ils préféreraient bien évidemment payer un crédit, parce que certains auraient bien sûr recours au crédit, et devenir propriétaires du bien en question. Pour moi, je trouve que c'est très bien pour ces populations-là, qui n'ont pas de gros revenus, mais ce ne sont pas non plus des prix astronomiques qui vont être demandés, c'est du social quand même. Quand on donne la possibilité aux locataires de devenir propriétaires, en tout cas ceux qui le veulent, parce que tous ne le souhaitent pas ou ne le peuvent pas, mais ceux qui le peuvent, donnons-leur la chance de devenir propriétaires.

**Mme ARNAUD :** Je suis tout à fait d'accord, mais là, c'était mal...

**M. FORCADA :** C'est comme ça que ça nous est présenté.

**Mme ARNAUD :** Ça ne dit pas que des locataires peuvent acheter leur maison. Celui qui ne peut pas, il va falloir le reloger quand même.

**M. FORCADA :** Mais non, il ne part pas, il reste locataire. Ceux qui achèteront seront ceux qui se porteront candidats à l'acquisition. Mais ils y restent s'ils sont locataires, c'est vendu à qui veut l'acheter. Si vous voulez l'acheter, il faudra qu'ils partent. (*Rires*)

**Mme ARNAUD :** Non, non, je ne veux pas l'acheter, je suis bien chez moi.

**M. FORCADA :** Non, je trouve que la démarche sociale est louable. S'il n'y a pas d'autres remarques, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à la majorité par 29 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET Sans étiquette, et 2 abstentions (de M. Rémi PÉNAVAIRE et de Mme Béatrice ARNAUD, du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan-Corbières)**

## **GESTION DES SERVICES PUBLICS**

### **21 – Calcul des redevances consommation d'eau potable et performance des réseaux d'eau potable pour l'année 2025**

**M. FORCADA :** Pour comprendre tout cela, il faut que je vous dise que la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est maintenue, mais que les redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et modernisation des réseaux de collecte sont remplacés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par une redevance consommation d'eau potable dont le tarif est fixé par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, et le redevable, l'abonné bien entendu, au service public de l'eau potable.

L'assiette, le volume est facturé au cours de l'année civile, indépendamment de la période de consommation. Toutefois, les consommations d'eau potable destinées aux activités d'élevage sont exonérées si elles font l'objet d'un comptage spécifique. Cette redevance est facturée à l'abonné et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau. Les sommes encaissées seront reversées à l'Agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique, et deux redevances pour performance des réseaux d'eau potable d'une part, et des systèmes d'assainissement collectif d'autre part.

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, elle est facturée par l'Agence de l'eau aux communes ou alors aux établissements publics compétents pour la distribution publique de l'eau, qui en sont les redevables. Le tarif de base est fixé par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau. Il est égal au tarif de base, multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2, objectifs de performance maximale atteint, et 1, objectif de performance minimale non atteint ; pas d'abattement de la redevance.

L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes factures durant l'année civile. L'agence de l'eau facture cette redevance à la commune ou à l'établissement public compétent au cours de l'année civile qui suit. La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau.

Considérant que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé le tarif de la redevance pour consommation d'eau à 0,43 € hors taxes le mètre cube pour l'année 2025,  
Considérant que l'Agence de l'eau Rhône la Méditerranée Corse a fixé le tarif de la redevance pour performance des réseaux d'eau potable à 0,05 € hors taxes le mètre cube pour l'année 2025,  
Considérant que le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à 0,2,

Il convient de fixer le tarif de la contrevalet pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable qui doit être répercuté sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu.

Il appartient au délégataire de l'eau potable de facturer et d'encaisser auprès des usagers ces suppléments au prix du mètre cube d'eau vendu, et de reverser à la commune les sommes encaissées à ce titre dans le cadre du contrat et du mandat d'encaissement. Le supplément de prix redevance pour la performance des réseaux d'eau potable constitue un élément du prix du service public de l'eau potable et doit être assujéti à la TVA au taux de 5,5 %.

Conformément aux instructions de la direction de la législation fiscale, le reversement de la collectivité des sommes encaissées par le concessionnaire intègre nécessairement l'assiette de la TVA en tant qu'élément de prix du service de mise à disposition des infrastructures délivrées par la commune, ou l'établissement public, au délégataire privé. Il doit être assujéti comme le reversement de la part collective au taux annuel de TVA de 20 %.

Il est demandé au Conseil municipal, compte-tenu de l'ensemble de ces éléments :

- De bien vouloir fixer à 0,01 € hors taxes le mètre cube la contrevalet correspondant à la redevance pour performance des réseaux d'eau potable devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025
- De préciser que cette somme vient s'ajouter au taux de la surtaxe eau potable
- Dire que cette contrevalet de la redevance performance des réseaux d'eau potable est facturée et encaissée auprès des abonnés du service public de l'eau potable, et reversée à la collectivité conformément à la convention de mandat passée avec le délégataire
- De m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Y a-t-il des questions, des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **22 – Calcul de la redevance performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025**

**M. FORCADA :** C'est la même chose, les mêmes textes pour l'assainissement collectif. On fixe à 0,009 € hors taxes le mètre cube la contrevalet correspondant à la redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectifs devant être répercutés bien sûr sur chaque usager comme tout à l'heure. Il est demandé au Conseil municipal de dire que cette contrevalet de la redevance pour performance des réseaux d'assainissement collectif est facturée et encaissée auprès des usagers de la même façon, et de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Je passe au vote, qui est contre, qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité aussi, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **FINANCES**

### **23 – Admission de créances éteintes – Annexe**

**M. FORCADA :** Comme d'habitude en fin d'année, l'admission en créances éteintes, dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le receveur des finances a proposé l'admission de créances éteintes détenue par la ville de Lézignan-Corbières sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

Ces admissions de créances éteintes entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L 2541-12-9 du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil municipal. Le montant des recettes en créances éteintes s'élève à 2 912,36 € pour l'exercice de 2021 à 2023.

À l'appui de ces demandes et avec le concours des services ordonnateurs, le receveur de Narbonne fournit les justificatifs qui permettent de proposer ces admissions en créances éteintes que vous avez en annexe. Il est donc demandé au Conseil de valider ces créances éteintes pour l'exercice 2021 à 2023, compte 6542, pour un montant de 2 912,36 € conformément aux justificatifs joints en annexes, et de m'autoriser à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération. S'il n'y a pas d'observation, je passe au vote, qui est contre, qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

### **24 – Subventions annuelles aux associations**

**M. FORCADA :** Elles ont tardé à les solliciter pour l'année, il y en a trois : le Tennis Club pour 6 000 €, l'UCIAL pour 6 500 € et le CLUB LOCO pour 300 € soit 12 800 € pour éteindre l'année 2024 et apurer l'ensemble de ce compte.

S'il n'y a pas de questions, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient. Adoptée à l'unanimité, merci pour les associations.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

### **25 – Subventions exceptionnelles aux associations**

*Mme Sabrina FITO, intéressée à l'affaire, sort de la salle et ne participe ni aux débats ni au vote.*

**M. FORCADA :** C'est une subvention exceptionnelle qui concerne le Club Espace Chorégraphique Lézignan Danse, afin de couvrir tout ou partie, c'est plutôt partie, les dépenses de transport et d'hébergement pour une élève. Il y a quatre accompagnants. Elle a été sélectionnée pour la finale européenne de concours de danse qui s'est déroulée à Rome du 30 octobre au 3 novembre. L'aide financière sollicitée pour ce projet revêt de nombreux objectifs pédagogiques et valorisera la formation des élèves de notre commune. C'est ce que nous avons déjà accordé pour d'autres collègues. Il est proposé un montant de 150 € pour la jeune fille.

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient. Adoptée à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

*Mme Sabrina FITO revient dans la salle.*

## 26 – Remboursement des frais de personnel

**M. FORCADA :** Les Budgets annexes Eau potable et Assainissement, sous instruction comptable M49, n'ont pas de personnalité juridique et donc pas de personnel affecté en propre. Bien que ces deux services aient fait l'objet de délégations de service public auprès de VEOLIA et de la SAUR, pour la partie assainissement depuis le 1<sup>er</sup> août 2021, toute la gestion administrative et opérationnelle est effectuée par des membres du personnel communal dont la rémunération est imputée sur le Budget principal. Ces services bénéficient donc, pour certaines missions spécifiques, du support en personnel des services relevant de l'administration générale, des finances et des services techniques de la collectivité.

Dans un souci constant de transparence, et afin de calculer au plus juste le coût de ces services publics à caractère industriel et commercial, ainsi que le montant de la redevance assainissement due par l'usager, il convient de faire rembourser chaque année, par les Budgets annexes Eau potable et Assainissement collectifs, les frais de personnel de l'administration générale, des finances et des services techniques, supportés par le Budget principal de la commune.

Les services d'eau potable et d'assainissement qui n'ont pas de personnalité juridique, bénéficient pour certaines missions spécifiques, de support impersonnel des services relevant de l'administration générale des finances et techniques de la commune. Il est donc nécessaire de déterminer les modalités de calcul de ces frais. Ces frais sont calculés par application au bulletin annuel N-1 des agents concernés d'un taux en fonction du temps d'intervention de chacun sur ces services soit (*voir le tableau joint à la note*) :

Vous avez le détail et on voit, pour le Directeur des services techniques que c'est 10 %. Pour l'Eau potable et l'Assainissement, le responsable des réseaux, c'est pareil : 10 %. La Directrice générale adjointe attachée, c'est 5 % pour l'eau potable et 5 % aussi pour l'assainissement. Le Directeur général des services, le DGS, ce n'est que 2 %, l'agent comptable c'est 10 % et l'adjointe administrative 10 % également.

L'estimation qui a été faite pour le Budget Eau potable, c'est 27 012,11 € au titre de la mise à disposition du personnel, et le Budget Assainissement 27 012,11 € aussi au titre de la mise à disposition du personnel.

Il est proposé d'approuver les modalités de calcul et d'approuver le montant de remboursement sur les Budgets annexes pour l'exercice 2024 au Budget principal qui s'établit, comme je viens de l'indiquer :

- Budget annexe Eau potable à 27 012,11 €
- Budget annexe Assainissement collectif à 27 012,11 €

Et de préciser que ces flux réciproques seront imputés sur les natures budgétaires suivantes :

- Budget annexe, dépenses au compte 75, personnel affecté par la collectivité de rattachement
- Budget principal, recette au compte 708 721, remboursement de frais par le budget annexe

Et de m'autoriser à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération. S'il n'y a pas de questions, je passe au vote. Freddy ?

**M. NOLOT :** Merci Monsieur le Maire. Je reprendrai, dans vos propos, dans le texte que vous venez de lire et le tableau, quelques remarques si vous me le permettez.

**M. FORCADA :** Mais bien sûr.

**M. NOLOT :** Merci. Le tableau de synthèse pour justifier des remboursements des frais de personnel pour les Budgets Eau et Assainissement vers le Budget général de la ville fait état de l'activité sur six mois d'une personne qui était Directrice adjointe, qui serait partie en 2023 me semble-t-il. Sauf erreur de ma part, j'aimerais savoir pourquoi l'usager devrait contribuer à payer en 2024 ces frais de cette personne qui est partie en 2023 ? C'est une question que je me suis posée et restant, comme vous l'avez dit fort bien Monsieur le Maire au fil de l'eau, j'aimerais avoir une réponse précise sur ce domaine. Je vous remercie.

**M. FORCADA :** Tous les chiffres qui sont repris là sont les chiffres de 2023.



**M. NOLOT :** Nous sommes d'accord que la directrice générale adjointe n'était plus là en 2024, c'est cela qui m'interpelle.

**M. FORCADA :** C'est régularisé en 2024.

**M. NOLOT :** Le contribuable va donc payer pour maintenant, c'est cela ? Il faut que je comprenne, ça m'échappait.

**M. FORCADA :** Non, je vous envoie le technicien, celui qui est à 2 %.

**M. IFCIC (Directeur général des services) :** En pratique, il n'y a pas de paiement, c'est bien un remboursement du Budget de l'Eau et de l'Assainissement vers le Budget général. Il n'y a pas de paiement du contribuable. Et on impute ces charges, parce qu'effectivement c'est le travail réalisé et on parle toujours en année N-1 par rapport à l'exercice où on vote cette décision. C'est traditionnellement ce qui a été fait à ce jour, donc on prend bien les charges de 2023 et on fait la rectification sur 2024.

**M. NOLOT :** C'est donc une régularisation ?

**M. IFCIC :** Non, l'année dernière, quand on a fait la même chose, c'étaient des chiffres de 2022 pour 2023 et ainsi de suite, il y a toujours un an de décalage.

**M. NOLOT :** Il y a un an, N-1 et N+1, nous sommes d'accord ?

**M. IFCIC :** C'est ça.

**M. NOLOT :** Ok. Je voulais avoir cette précision et je vous remercie de me la donner.

**M. FORCADA :** On va lui faire payer l'eau à Monsieur NOLOT. (*Rires*) Je passe au vote, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**27 – Approbation du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) 2024 – Annexe**

**M. FORCADA :** Ceux qui sont au Conseil intercommunal l'ont déjà votée, l'approbation du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (la CLECT). La Commission locale d'évaluation des charges transférées est chargée d'évaluer les conséquences financières des transferts de compétence entre les EPCI et leurs communes membres. La Commission de la communauté de communes s'est réunie le 4 décembre 2024 afin d'établir un rapport. Le rapport définitif de la CLECT 2024 fixe le montant de l'attribution de compensation pour l'année écoulée.

En application des dispositions en vigueur, ce processus comporte plusieurs étapes qui consistent en l'approbation du rapport par les communes membres et dans le même temps, par le Conseil communautaire de la communauté de communes.

Considérant que le rapport définitif de la CLECT a été approuvé par le Conseil communautaire le 4 décembre 2024, il est demandé au Conseil municipal :

- De bien vouloir approuver le rapport définitif de la CLECT annexé à la présente délibération et adopté le 4 décembre 2024 par la communauté de communes
- Et donc de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Y a-t-il des questions sur le rapport ? On l'a déjà vu très en détail. Je passe au vote, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**28 – Fixation libre de l'attribution de compensation 2024 – Annexes**

**M. FORCADA :** Le montant de la fixation libre de l'attribution de compensation de la commune de Lézignan-Corbières s'élève, pour l'année 2024, à 1 652 045 €.

Il nous reste à percevoir environ 500 000 € de la communauté de communes. Il est demandé d'approuver le montant de l'attribution de compensation, de me charger de notifier cette décision aux services préfectoraux et de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Je passe au vote : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**M. FORCADA :** Je vous remercie pour ce dernier Conseil municipal de 2024 et je vous souhaite de très belles fêtes de fin d'année. Nous présenterons les vœux 2025 à la population le 11 janvier. En attendant, je vous invite à partager le verre de l'amitié et quelques agapes. Merci à vous tous, et à vous toutes Mesdames.

**Monsieur le Maire lève la séance à 20 h et 40 minutes.**

---

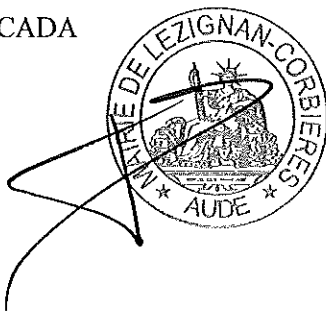
**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans question ni observation**

Procès-verbal établi et clos le 20 mars 2025.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

**Le Maire,**  
Gérard FORCADA



**Le secrétaire de séance,**  
William COMBES

